

# CAMERA DEI DEPUTATI N. 2644

---

## DISEGNO DI LEGGE

**APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA**

*nella seduta del 5 marzo 1985 (Stampato n. 983)*

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI  
(**ANDREOTTI**)

DI CONCERTO COL MINISTRO DI GRAZIA E GIUSTIZIA  
(**MARTINAZZOLI**)

COL MINISTRO DELL'INDUSTRIA, DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO  
(**ALTISSIMO**)

E COL MINISTRO DEL COMMERCIO CON L'ESTERO  
(**CAPRIA**)

---

Ratifica ed esecuzione del trattato di Budapest sul riconoscimento internazionale del deposito dei microrganismi ai fini della procedura in materia di brevetti, con regolamento di esecuzione, firmato a Budapest il 28 aprile 1977, e delle modifiche al regolamento adottate dall'Assemblea dell'Unione di Budapest il 20 gennaio 1981, nel corso della sua seconda sessione straordinaria

---

*Trasmesso dal Presidente del Senato della Repubblica alla Presidenza della Camera  
l'8 marzo 1985.*

---

**PAGINA BIANCA**

## DISEGNO DI LEGGE

---

### ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il trattato di Budapest sul riconoscimento internazionale del deposito dei microrganismi ai fini della procedura in materia di brevetti, con regolamento di esecuzione, firmato a Budapest il 28 aprile 1977, e le modifiche al regolamento adottate dall'Assemblea dell'Unione di Budapest il 20 gennaio 1981, nel corso della sua seconda sessione straordinaria.

### ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al trattato ed agli altri atti di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo 16, numero 2, del trattato stesso.

### ART. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

**PAGINA BIANCA**

**Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale  
du dépôt des micro-organismes  
aux fins de la procédure en matière de brevets**

TABLE DES MATIÈRES \*

*Dispositions introductives*

- Article 1: Constitution d'une union
- Article 2: Définitions

*Chapitre I: Dispositions de fond*

- Article 3: Reconnaissance et effets du dépôt des micro-organismes
- Article 4: Nouveau dépôt
- Article 5: Restrictions à l'exportation et à l'importation
- Article 6: Statut d'autorité de dépôt internationale
- Article 7: Acquisition du statut d'autorité de dépôt internationale
- Article 8: Cessation et limitation du statut d'autorité de dépôt internationale
- Article 9: Organisations intergouvernementales de propriété industrielle

*Chapitre II: Dispositions administratives*

- Article 10: Assemblée
- Article 11: Bureau international
- Article 12: Règlement d'exécution

*Chapitre III: Revision et modification*

- Article 13: Revision du Traité
- Article 14: Modification de certaines dispositions du Traité

*Chapitre IV: Clauses finales*

- Article 15: Modalités pour devenir partie au Traité
- Article 16: Entrée en vigueur du Traité
- Article 17: Dénonciation du Traité
- Article 18: Signature et langues du Traité
- Article 19: Dépôt du Traité; transmission de copies; enregistrement du Traité
- Article 20: Notifications

**DISPOSITIONS INTRODUCTIVES**

**Article 2**

**Définitions**

**Article premier**

**Constitution d'une union**

Les Etats parties au présent Traité (ci-après dénommés «les Etats contractants») sont constitués à l'état d'Union pour la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.

Aux fins du présent Traité et du Règlement d'exécution,

i) toute référence à un «brevet» s'entend comme une référence aux brevets d'invention, aux certificats d'auteur d'invention, aux certificats d'utilité, aux modèles d'utilité, aux brevets ou certificats d'addition, aux certificats d'auteur d'invention additionnels et aux certificats d'utilité additionnels;

ii) on entend par «dépôt d'un micro-organisme», selon le contexte dans lequel ces mots figurent, les

\* Cette table des matières ne figure pas dans le texte original.

actes suivants, accomplis conformément au présent Traité et au Règlement d'exécution: la transmission d'un micro-organisme à une autorité de dépôt internationale, qui le reçoit et l'accepte, ou la conservation d'un tel micro-organisme par l'autorité de dépôt internationale, ou à la fois ladite transmission et ladite conservation;

iii) on entend par « procédure en matière de brevets » toute procédure administrative ou judiciaire relative à une demande de brevet ou à un brevet;

iv) on entend par « publication aux fins de la procédure en matière de brevets » la publication officielle, ou la mise officielle à la disposition du public pour inspection, d'une demande de brevet ou d'un brevet;

v) on entend par « organisation intergouvernementale de propriété industrielle » une organisation qui a présenté une déclaration en vertu de l'article 9.1);

vi) on entend par « office de la propriété industrielle » une autorité d'un Etat contractant ou d'une organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui est compétente pour la délivrance de brevets;

vii) on entend par « institution de dépôt » une institution qui assure la réception, l'acceptation et la conservation des micro-organismes et la remise d'échantillons de ceux-ci;

viii) on entend par « autorité de dépôt internationale » une institution de dépôt qui a acquis le statut d'autorité de dépôt internationale conformément à l'article 7;

ix) on entend par « déposant » la personne physique ou morale qui transmet un micro-organisme à une autorité de dépôt internationale, laquelle le reçoit et l'accepte, et tout ayant cause de ladite personne;

x) on entend par « Union » l'Union visée à l'article premier;

xi) on entend par « Assemblée » l'Assemblée visée à l'article 10;

xii) on entend par « Organisation » l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle;

xiii) on entend par « Bureau international » le Bureau international de l'Organisation et, tant qu'ils existeront, les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI);

xiv) on entend par « Directeur général » le Directeur général de l'Organisation;

xv) on entend par « Règlement d'exécution » le Règlement d'exécution visé à l'article 12.

## CHAPITRE PREMIER

### DISPOSITIONS DE FOND

#### Article 3

##### Reconnaissance et effets du dépôt des micro-organismes

1) a) Les Etats contractants qui permettent ou exigent le dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets reconnaissent, aux fins de cette procédure, le dépôt d'un micro-organisme effectué auprès d'une autorité de dépôt internationale. Cette reconnaissance comprend la reconnaissance du fait et de la date du dépôt tels que les indique l'autorité de dépôt internationale, ainsi que la reconnaissance du fait que ce qui est remis en tant qu'échantillon est un échantillon du micro-organisme déposé.

b) Tout Etat contractant peut exiger une copie du récépissé du dépôt visé au sous-alinéa a), délivré par l'autorité de dépôt internationale.

2) En ce qui concerne les matières régies par le présent Traité et le Règlement d'exécution, aucun Etat contractant ne peut exiger qu'il soit satisfait à des exigences différentes de celles qui sont prévues dans le présent Traité et dans le Règlement d'exécution ou à des exigences supplémentaires.

#### Article 4

##### Nouveau dépôt

1) a) Lorsque, pour quelque raison que ce soit, l'autorité de dépôt internationale ne peut pas remettre d'échantillons du micro-organisme déposé, en particulier

- i) lorsque le micro-organisme n'est plus viable, ou
- ii) lorsque la remise d'échantillons nécessiterait leur envoi à l'étranger et que des restrictions à l'exportation ou à l'importation empêchent l'envoi ou la réception des échantillons à l'étranger,

cette autorité notifie au déposant qu'elle est dans l'impossibilité de remettre des échantillons, à bref délai après avoir constaté cette impossibilité, et lui en indique la raison; sous réserve de l'alinéa 2) et conformément aux dispositions du présent alinéa, le déposant a le droit d'effectuer un nouveau dépôt du micro-organisme qui faisait l'objet du dépôt initial.

*b)* Le nouveau dépôt est effectué auprès de l'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle a été effectué le dépôt initial; toutefois,

*i)* il est effectué auprès d'une autre autorité de dépôt internationale si l'institution auprès de laquelle a été effectué le dépôt initial a cessé d'avoir le statut d'autorité de dépôt internationale, soit totalement soit à l'égard du type de micro-organisme auquel le micro-organisme déposé appartient, ou si l'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle a été effectué le dépôt initial cesse, temporairement ou définitivement, d'exercer ses fonctions à l'égard de micro-organismes déposés;

*ii)* il peut être effectué auprès d'une autre autorité de dépôt internationale dans le cas visé au sous-alinéa *a) ii).*

*c)* Tout nouveau dépôt est accompagné d'une déclaration signée du déposant, aux termes de laquelle celui-ci affirme que le micro-organisme qui fait l'objet du nouveau dépôt est le même que celui qui faisait l'objet du dépôt initial. Si l'affirmation du déposant est contestée, le fardeau de la preuve est régi par le droit applicable.

*d)* Sous réserve des sous-alinéas *a)* à *c)* et *e)*, le nouveau dépôt est traité comme s'il avait été effectué à la date à laquelle a été effectué le dépôt initial si toutes les déclarations antérieures sur la viabilité du micro-organisme qui faisait l'objet du dépôt initial ont indiqué que le micro-organisme était viable et si le nouveau dépôt a été effectué dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le déposant a reçu la notification visée au sous-alinéa *a).*

*e)* Lorsque le sous-alinéa *b) i)* s'applique et que le déposant ne reçoit pas la notification visée au sous-alinéa *a)* dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle la cessation, la limitation ou l'arrêt de l'exercice des fonctions, visés au sous-alinéa *b) i),* a été publié par le Bureau international, le délai de trois mois visé au sous-alinéa *d)* est calculé à partir de la date de cette publication.

2) Le droit visé à l'alinéa *1) a)* n'existe pas lorsque le micro-organisme déposé a été transféré à une autre autorité de dépôt internationale aussi longtemps que cette autorité est en mesure de remettre des échantillons de ce micro-organisme.

## Article 5

### Restrictions à l'exportation et à l'importation

Chaque Etat contractant reconnaît qu'il est hautement souhaitable que, si et dans la mesure où est

restreinte l'exportation à partir de son territoire ou l'importation sur son territoire de certains types de micro-organismes, une telle restriction ne s'applique aux micro-organismes qui sont déposés ou destinés à être déposés en vertu du présent Traité que lorsque la restriction est nécessaire en considération de la sécurité nationale ou des risques pour la santé ou l'environnement.

## Article 6

### Statut d'autorité de dépôt internationale

1) Pour avoir droit au statut d'autorité de dépôt internationale, une institution de dépôt doit être située sur le territoire d'un Etat contractant et doit bénéficier d'assurances fournies par cet Etat aux termes desquelles cette institution remplit et continuera de remplir les conditions énumérées à l'alinéa *2).* Ces assurances peuvent également être fournies par une organisation intergouvernementale de propriété industrielle; dans ce cas, l'institution de dépôt doit être située sur le territoire d'un Etat membre de cette organisation.

2) L'institution de dépôt doit, à titre d'autorité de dépôt internationale,

*i)* avoir une existence permanente;

*ii)* posséder, conformément au Règlement d'exécution, le personnel et les installations nécessaires à l'accomplissement des tâches scientifiques et administratives qui lui incombent en vertu du présent Traité;

*iii)* être impartiale et objective;

*iv)* être, aux fins du dépôt, à la disposition de tous les déposants aux mêmes conditions;

*v)* accepter en dépôt des micro-organismes de tous les types ou de certains d'entre eux, examiner leur viabilité et les conserver, conformément au Règlement d'exécution;

*vi)* délivrer un récépissé au déposant et toute déclaration requise sur la viabilité, conformément au Règlement d'exécution;

*vii)* observer le secret, à l'égard des micro-organismes déposés, conformément au Règlement d'exécution;

*viii)* remettre, dans les conditions et selon la procédure prescrites dans le Règlement d'exécution, des échantillons de tout micro-organisme déposé.

3) Le Règlement d'exécution prévoit les mesures à prendre

*i)* lorsqu'une autorité de dépôt internationale cesse, temporairement ou définitivement, d'exercer

ses fonctions à l'égard de micro-organismes déposés ou refuse d'accepter des types de micro-organismes qu'elle devrait accepter en vertu des assurances fournies;

ii) en cas de cessation ou de limitation du statut d'autorité de dépôt internationale d'une autorité de dépôt internationale.

### **Article 7**

#### **Acquisition du statut d'autorité de dépôt internationale**

1) a) Une institution de dépôt acquiert le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu d'une communication écrite qui est adressée au Directeur général par l'Etat contractant sur le territoire duquel est située l'institution de dépôt et qui comprend une déclaration contenant des assurances aux termes desquelles ladite institution remplit et continuera de remplir les conditions énumérées à l'article 6.2). Ledit statut peut également être acquis en vertu d'une communication écrite qui est adressée au Directeur général par une organisation intergouvernementale de propriété industrielle et qui comprend ladite déclaration.

b) La communication contient également des renseignements sur l'institution de dépôt, conformément au Règlement d'exécution, et peut indiquer la date à laquelle devrait prendre effet le statut d'autorité de dépôt internationale.

2) a) Si le Directeur général constate que la communication comprend la déclaration requise et que tous les renseignements requis ont été reçus, la communication est publiée à bref délai par le Bureau international.

b) Le statut d'autorité de dépôt internationale est acquis à compter de la date de publication de la communication ou, lorsqu'une date a été indiquée en vertu de l'alinéa 1) b) et que cette date est postérieure à la date de publication de la communication, à compter de cette date.

3) Le Règlement d'exécution prévoit les détails de la procédure visée aux alinéas 1) et 2).

### **Article 8**

#### **Cessation et limitation du statut d'autorité de dépôt internationale**

1) a) Tout Etat contractant ou toute organisation intergouvernementale de propriété industrielle peut requérir de l'Assemblée qu'elle mette fin au statut d'autorité de dépôt internationale d'une autorité ou

qu'elle le limite à certains types de micro-organismes, en raison du fait que les conditions énumérées à l'article 6 n'ont pas été remplies ou ne le sont plus. Toutefois, une telle requête ne peut pas être présentée par un Etat contractant ou une organisation intergouvernementale de propriété industrielle à l'égard d'une autorité de dépôt internationale pour laquelle cet Etat ou cette organisation a fait la déclaration visée à l'article 7.1) a).

b) Avant de présenter la requête en vertu du sous-alinéa a), l'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle notifie par l'intermédiaire du Directeur général à l'Etat contractant ou à l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui a fait la communication visée à l'article 7.1) les motifs de la requête envisagée, afin que ledit Etat ou ladite organisation puisse prendre, dans un délai de six mois à compter de la date de ladite notification, les mesures appropriées pour que la présentation de la requête ne soit plus nécessaire.

c) L'Assemblée, si elle constate le bien-fondé de la requête, décide de mettre fin au statut d'autorité de dépôt internationale de l'autorité visée au sous-alinéa a) ou de le limiter à certains types de micro-organismes. La décision de l'Assemblée exige qu'une majorité des deux tiers des votes exprimés soit en faveur de la requête.

2) a) L'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui a fait la déclaration visée à l'article 7.1) a) peut, par une communication adressée au Directeur général, retirer cette déclaration entièrement ou à l'égard seulement de certains types de micro-organismes et doit en tout cas le faire lorsque et dans la mesure où ses assurances ne sont plus applicables.

b) A compter de la date prévue dans le Règlement d'exécution, une telle communication entraîne, si elle se rapporte à la déclaration en entier, la cessation du statut d'autorité de dépôt internationale ou, si elle se rapporte seulement à certains types de micro-organismes, une limitation correspondante de ce statut.

3) Le Règlement d'exécution prévoit les détails de la procédure visée aux alinéas 1) et 2).

### **Article 9**

#### **Organisations intergouvernementales de propriété industrielle**

1) a) Toute organisation intergouvernementale à laquelle plusieurs Etats ont confié le soin de délivrer des brevets de caractère régional et dont tous les

Etats membres sont membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (Union de Paris) peut présenter au Directeur général une déclaration aux termes de laquelle elle accepte l'obligation de reconnaissance prévue à l'article 3.1) a), l'obligation concernant les exigences visées à l'article 3.2) et tous les effets des dispositions du présent Traité et du Règlement d'exécution qui sont applicables aux organisations intergouvernementales de propriété industrielle. Si elle est présentée avant l'entrée en vigueur du présent Traité conformément à l'article 16.1), la déclaration visée à la phrase précédente prend effet à la date de cette entrée en vigueur. Si elle est présentée après cette entrée en vigueur, ladite déclaration prend effet trois mois après sa présentation, à moins qu'une date ultérieure ne soit indiquée dans la déclaration. Dans ce dernier cas, la déclaration prend effet à la date ainsi indiquée.

b) Ladite organisation a le droit prévu à l'article 3.1) b).

2) En cas de révision ou de modification de toute disposition du présent Traité ou du Règlement d'exécution qui affecte les organisations intergouvernementales de propriété industrielle, toute organisation intergouvernementale de propriété industrielle peut retirer sa déclaration visée à l'alinéa 1) par notification adressée au Directeur général. Le retrait prend effet,

i) si la notification a été reçue avant la date de l'entrée en vigueur de la révision ou de la modification, à cette date;

ii) si la notification a été reçue après la date visée au point i), à la date indiquée dans la notification ou, en l'absence d'une telle indication, trois mois après la date à laquelle la notification a été reçue.

3) Outre le cas visé à l'alinéa 2), toute organisation de propriété industrielle peut retirer sa déclaration visée à l'alinéa 1) a) par notification adressée au Directeur général. Le retrait prend effet deux ans après la date à laquelle le Directeur général a reçu la notification. Aucune notification de retrait selon le présent alinéa n'est recevable durant une période de cinq ans à compter de la date à laquelle la déclaration a pris effet.

4) Le retrait, visé à l'alinéa 2) ou 3), par une organisation intergouvernementale de propriété industrielle dont la communication selon l'article 7.1) a abouti à l'acquisition, par une institution de dépôt, du statut d'autorité de dépôt internationale entraîne la cessation de ce statut un an après la date à laquelle le Directeur général a reçu la notification de retrait.

5) Toute déclaration visée à l'alinéa 1) a), toute notification de retrait visée à l'alinéa 2) ou 3), toutes

assurances fournies en vertu de l'article 6.1), deuxième phrase, et comprises dans une déclaration faite conformément à l'article 7.1) a), toute requête présentée en vertu de l'article 8.1) et toute communication de retrait visée à l'article 8.2) requièrent l'approbation préalable expresse de l'organe souverain de l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle dont les membres sont tous les Etats membres de ladite organisation et dans lequel les décisions sont prises par les représentants officiels des gouvernements de ces Etats.

## CHAPITRE II

### DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

#### Article 10

##### Assemblée

1) a) L'Assemblée est composée des Etats contractants.

b) Chaque Etat contractant est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Chaque organisation intergouvernementale de propriété industrielle est représentée par des observateurs spéciaux aux réunions de l'Assemblée et de tout comité et groupe de travail créés par l'Assemblée.

d) Tout Etat non membre de l'Union mais membre de l'Organisation ou de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (Union de Paris) et toute organisation intergouvernementale spécialisée dans le domaine des brevets qui n'est pas une organisation intergouvernementale de propriété industrielle au sens de l'article 2.v) peuvent se faire représenter par des observateurs aux réunions de l'Assemblée et, si l'Assemblée en décide ainsi, aux réunions de tout comité ou groupe de travail créé par l'Assemblée.

#### 2) a) L'Assemblée

i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union et l'application du présent Traité;

ii) exerce les droits qui lui sont spécialement conférés et s'acquitte des tâches qui lui sont spécialement assignées par le présent Traité;

iii) donne au Directeur général des directives concernant la préparation des conférences de révision;

iv) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général relatifs à l'Union et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union;

v) crée les comités et groupes de travail qu'elle juge utiles pour faciliter les activités de l'Union;

vi) décide, sous réserve de l'alinéa 1) d), quels sont les Etats autres que des Etats contractants, quelles sont les organisations intergouvernementales autres que des organisations intergouvernementales de propriété industrielle au sens de l'article 2.v) et quelles sont les organisations internationales non gouvernementales qui sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs, et décide la mesure dans laquelle les autorités de dépôt internationales sont admises à ses réunions en qualité d'observateurs;

vii) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union;

viii) s'acquitte de toutes autres fonctions utiles dans le cadre du présent Traité.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue après avoir pris connaissance de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

3) Un délégué ne peut représenter qu'un seul Etat et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

4) Chaque Etat contractant dispose d'une voix.

5) a) La moitié des Etats contractants constitue le quorum.

b) Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée peut prendre des décisions; toutefois, ces décisions, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que si le quorum et la majorité requis sont atteints par le moyen du vote par correspondance prévu par le Règlement d'exécution.

6) a) Sous réserve des articles 8.1) c), 12.4) et 14.2) b), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des votes exprimés.

b) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

7) a) L'Assemblée se réunit une fois tous les deux ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général, autant que possible pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande d'un quart des Etats contractants.

8) L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

## Article 11

### Bureau international

#### 1) Le Bureau international

i) s'acquitte des tâches administratives incombant à l'Union, en particulier de celles qui lui sont spécialement assignées par le présent Traité et le Règlement d'exécution ou par l'Assemblée;

ii) assure le secrétariat des conférences de révision, de l'Assemblée, des comités et groupes de travail créés par l'Assemblée et de toute autre réunion convoquée par le Directeur général et traitant de questions concernant l'Union.

2) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Union et la représente.

3) Le Directeur général convoque toutes les réunions traitant de questions intéressant l'Union.

4) a) Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, des comités et groupes de travail créés par l'Assemblée et à toute autre réunion convoquée par le Directeur général et traitant de questions intéressant l'Union.

b) Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de l'Assemblée et des comités, groupes de travail et autres réunions mentionnés au sous-alinéa a).

5) a) Le Directeur général prépare les conférences de révision selon les directives de l'Assemblée.

b) Le Directeur général peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales au sujet de la préparation des conférences de révision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans les conférences de révision.

d) Le Directeur général ou tout membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de toute conférence de révision.

## Article 12

### Règlement d'exécution

1) Le Règlement d'exécution contient des règles relatives

i) aux questions au sujet desquelles le présent Traité renvoie expressément au Règlement d'exécu-

tion ou prévoit expressément qu'elles sont ou seront l'objet de prescriptions;

ii) à toutes conditions, questions ou procédures d'ordre administratif;

iii) à tous détails utiles en vue de l'exécution des dispositions du présent Traité.

2) Le Règlement d'exécution du présent Traité est adopté en même temps que ce dernier et lui est annexé.

3) L'Assemblée peut modifier le Règlement d'exécution.

4) a) Sous réserve du sous-alinéa b), l'adoption de toute modification du Règlement d'exécution requiert les deux tiers des votes exprimés.

b) L'adoption de toute modification concernant la remise, par les autorités de dépôt internationales, d'échantillons des micro-organismes déposés exige qu'aucun Etat contractant ne vote contre la modification proposée.

5) En cas de divergence entre le texte du présent Traité et celui du Règlement d'exécution, le texte du Traité fait foi.

b) Ces propositions sont communiquées par le Directeur général aux Etats contractants six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2) a) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée.

b) L'adoption de toute modification de l'article 10 requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés; l'adoption de toute modification de l'article 11 requiert les trois quarts des votes exprimés.

3) a) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des Etats contractants qui étaient membres de l'Assemblée au moment où cette dernière a adopté la modification.

b) Toute modification de ces articles ainsi acceptée lie tous les Etats contractants qui étaient des Etats contractants au moment où l'Assemblée a adopté la modification, étant entendu que toute modification qui crée des obligations financières pour lesdits Etats contractants ou qui augmente ces obligations ne lie que ceux d'entre eux qui ont notifié leur acceptation de cette modification.

c) Toute modification acceptée et entrée en vigueur conformément au sous-alinéa a) lie tous les Etats qui deviennent des Etats contractants après la date à laquelle la modification a été adoptée par l'Assemblée.

### CHAPITRE III

#### REVISION ET MODIFICATION

##### Article 13

###### Revision du Traité

1) Le présent Traité peut être revisé périodiquement par des conférences des Etats contractants.

2) La convocation des conférences de revision est décidée par l'Assemblée.

3) Les articles 10 et 11 peuvent être modifiés soit par une conférence de revision, soit conformément à l'article 14.

##### Article 14

###### Modification de certaines dispositions du Traité

1) a) Des propositions, faites en vertu du présent article, de modification des articles 10 et 11 peuvent être présentées par tout Etat contractant ou par le Directeur général.

### CHAPITRE IV

#### CLAUSES FINALES

##### Article 15

###### Modalités pour devenir partie au Traité

1) Tout Etat membre de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (Union de Paris) peut devenir partie au présent Traité par

i) sa signature suivie du dépôt d'un instrument de ratification, ou

ii) le dépôt d'un instrument d'adhésion.

2) Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

**Article 16****Entrée en vigueur du Traité**

1) Le présent Traité entre en vigueur, à l'égard des cinq Etats qui, les premiers, ont déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion, trois mois après la date à laquelle a été déposé le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2) Le présent Traité entre en vigueur à l'égard de tout autre Etat trois mois après la date à laquelle cet Etat a déposé son instrument de ratification ou d'adhésion, à moins qu'une date postérieure ne soit indiquée dans l'instrument de ratification ou d'adhésion. Dans ce dernier cas, le présent Traité entre en vigueur à l'égard de cet Etat à la date ainsi indiquée.

**Article 17****Désignation du Traité**

1) Tout Etat contractant peut dénoncer le présent Traité par notification adressée au Directeur général.

2) La désignation prend effet deux ans après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

3) La faculté de désignation du présent Traité prévue à l'alinéa 1) ne peut être exercée par un Etat contractant avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu partie au présent Traité.

4) La désignation du présent Traité par un Etat contractant qui a fait une déclaration visée à l'article 7.1) a) à l'égard d'une institution de dépôt ayant ainsi acquis le statut d'autorité de dépôt internationale entraîne la cessation de ce statut un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification visée à l'alinéa 1).

**Article 18****Signature et langues du Traité**

I) a) Le présent Traité est signé en un seul exemplaire original en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

b) Des textes officiels du présent Traité sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés et dans les deux mois qui suivent la signature du présent Traité, dans les autres langues dans lesquelles a été signée la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

c) Des textes officiels du présent Traité sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne, japonaise et portugaise, et dans les autres langues que l'Assemblée peut indiquer.

2) Le présent Traité reste ouvert à la signature, à Budapest, jusqu'au 31 décembre 1977.

**Article 19****Dépôt du Traité; transmission de copies; enregistrement du Traité**

1) L'exemplaire original du présent Traité, lorsqu'il n'est plus ouvert à la signature, est déposé auprès du Directeur général.

2) Le Directeur général certifie et transmet deux copies du présent Traité et du Règlement d'exécution aux gouvernements de tous les Etats visés à l'article 15.1) et aux organisations intergouvernementales qui peuvent présenter une déclaration en vertu de l'article 9.1) a) ainsi que, sur demande, au gouvernement de tout autre Etat.

3) Le Directeur général fait enregistrer le présent Traité auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

4) Le Directeur général certifie et transmet deux copies de toute modification du présent Traité et du Règlement d'exécution à tous les Etats contractants et à toutes les organisations intergouvernementales de propriété industrielle ainsi que, sur demande, au gouvernement de tout autre Etat et à toute autre organisation intergouvernementale qui peut présenter une déclaration en vertu de l'article 9.1) a).

**Article 20****Notifications**

Le Directeur général notifie aux Etats contractants, aux organisations intergouvernementales de propriété industrielle et aux Etats non membres de l'Union mais membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (Union de Paris)

- i) les signatures apposées selon l'article 18;
- ii) le dépôt d'instruments de ratification ou d'adhésion selon l'article 15.2);

---

**IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI**

---

- iii) les déclarations présentées selon l'article 9.1) a) et les notifications de retrait selon l'article 9.2) ou 3);
  - iv) la date d'entrée en vigueur du présent Traité selon l'article 16.1);
  - v) les communications selon les articles 7 et 8 et les décisions selon l'article 8;
  - vi) les acceptations de modifications du présent Traité selon l'article 14.3);
  - vii) les modifications du Règlement d'exécution;
  - viii) les dates d'entrée en vigueur des modifications du Traité ou du Règlement d'exécution;
  - ix) toute dénonciation notifiée selon l'article 17.
-

## Règlement d'exécution

du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale  
du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets

### TABLE DES MATIÈRES \*

*Règle 1 : Expressions abrégées et interprétation du mot « signature »*

- 1.1 « Traité »
- 1.2 « Article »
- 1.3 « Signature »

*Règle 2 : Autorités de dépôt internationales*

- 2.1 Statut juridique
- 2.2 Personnel et installations
- 2.3 Remise d'échantillons

*Règle 3 : Acquisition du statut d'autorité de dépôt internationale*

- 3.1 Communication
- 3.2 Traitement de la communication
- 3.3 Extension de la liste des types de micro-organismes acceptés

*Règle 4 : Cessation ou limitation du statut d'autorité de dépôt internationale*

- 4.1 Requête; traitement de la requête
- 4.2 Communication; date effective; traitement de la communication
- 4.3 Conséquences pour les dépôts

*Règle 5 : Carence de l'autorité de dépôt internationale*

- 5.1 Arrêt de l'exercice des fonctions à l'égard de micro-organismes déposés
- 5.2 Refus d'accepter certains types de micro-organismes

*Règle 6 : Modalités du dépôt initial ou du nouveau dépôt*

- 6.1 Dépôt initial
- 6.2 Nouveau dépôt
- 6.3 Exigences de l'autorité de dépôt internationale

*Règle 7 : Récépissé*

- 7.1 Délivrance du récépissé
- 7.2 Forme; langues; signature
- 7.3 Contenu en cas de dépôt initial
- 7.4 Contenu en cas de nouveau dépôt
- 7.5 Récépissé en cas de transfert
- 7.6 Communication de la description scientifique et/ou de la désignation taxonomique proposée

*Règle 8 : Indication ultérieure ou modifications de la description scientifique et/ou de la désignation taxonomique proposée*

- 8.1 Communication
- 8.2 Attestation

*Règle 9 : Conservation des micro-organismes*

- 9.1 Durée de la conservation
- 9.2 Secret

*Règle 10 : Contrôle de viabilité et déclaration sur la viabilité*

- 10.1 Obligation de contrôler
- 10.2 Déclaration sur la viabilité

\* Cette table des matières ne figure pas dans le texte original.

**Règle 11 : Remise d'échantillons**

- 11.1 Remise d'échantillons aux offices de la propriété industrielle intéressés
- 11.2 Remise d'échantillons au déposant ou avec son autorisation
- 11.3 Remise d'échantillons aux parties qui y ont droit
- 11.4 Règles communes

**Règle 12 : Taxes**

- 12.1 Genres et montants
- 12.2 Modification des montants

**Règle 13 : Publication par le Bureau international**

- 13.1 Forme de la publication
- 13.2 Contenu

**Règle 14 : Dépenses des délégations**

- 14.1 Couverture des dépenses

**Règle 15 : Quorum non atteint au sein de l'Assemblée**

- 15.1 Vote par correspondance

**Règle 1****Expressions abrégées  
et interprétation du mot « signature »****1.1 « Traité »**

Au sens du présent Règlement d'exécution, il faut entendre par « Traité » le Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.

**1.2 « Article »**

Au sens du présent Règlement d'exécution, il faut entendre par « article » l'article indiqué du Traité.

**1.3 « Signature »**

Au sens du présent Règlement d'exécution, lorsque le droit de l'Etat sur le territoire duquel est située une autorité de dépôt internationale requiert l'utilisation d'un sceau au lieu d'une signature, il est entendu que le terme « signature » signifie « sceau » aux fins de cette autorité.

**Règle 2****Autorités de dépôt internationales****2.1 Statut juridique**

L'autorité de dépôt internationale peut être un organisme public, y compris toute institution publique rattachée à une administration publique autre que le gouvernement central, ou un établissement privé.

**2.2 Personnel et installations**

Les conditions visées à l'article 6.2) ii) sont notamment les suivantes:

- i) le personnel et les installations de l'autorité de dépôt internationale doivent lui permettre de conserver les micro-organismes déposés d'une manière qui garantisse leur viabilité et l'absence de contamination;
- ii) l'autorité de dépôt internationale doit prévoir, pour la conservation des micro-organismes, des mesures de sécurité suffisantes pour réduire au minimum le risque de perte des micro-organismes déposés auprès d'elle.

**2.3 Remise d'échantillons**

Les conditions visées à l'article 6.2) viii) comprennent notamment la condition selon laquelle l'autorité de dépôt internationale doit remettre rapidement et de façon appropriée des échantillons des micro-organismes déposés.

**Règle 3****Acquisition du statut d'autorité de dépôt internationale****3.1 Communication**

a) La communication visée à l'article 7.1) est adressée au Directeur général, dans le cas d'un Etat contractant, par la voie diplomatique ou, dans le cas d'une organisation intergouvernementale de propriété industrielle, par son plus haut fonctionnaire.

**b) La communication**

- i) indique le nom et l'adresse de l'institution de dépôt à laquelle se rapporte la communication;

ii) contient des renseignements détaillés sur la capacité de ladite institution de remplir les conditions énumérées à l'article 6.2), y compris des renseignements sur son statut juridique, son niveau scientifique, son personnel et ses installations;

iii) lorsque ladite institution a l'intention de n'accepter en dépôt que certains types de micro-organismes, précise ces types;

iv) indique le montant des taxes que ladite institution percevra, lorsqu'elle acquerra le statut d'autorité de dépôt internationale, pour la conservation, les déclarations sur la viabilité et la remise d'échantillons de micro-organismes;

v) indique la langue officielle ou les langues officielles de ladite institution;

vi) le cas échéant, indique la date visée à l'article 7.1) b).

### 3.2 Traitement de la communication

Si la communication est conforme à l'article 7.1) et à la règle 3.1, le Directeur général la notifie à bref délai à tous les Etats contractants et à toutes les organisations intergouvernementales de propriété industrielle et elle est publiée à bref délai par le Bureau international.

### 3.3 Extension de la liste des types de micro-organismes acceptés

L'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui a fait la communication visée à l'article 7.1) peut ultérieurement, en tout temps, notifier au Directeur général que ses assurances s'étendent à des types spécifiés de micro-organismes auxquels les assurances ne s'étendaient pas jusqu'alors. Dans un tel cas, et en ce qui concerne les types supplémentaires de micro-organismes, l'article 7 et les règles 3.1 et 3.2 s'appliquent par analogie.

## Règle 4

### Cessation ou limitation du statut d'autorité de dépôt internationale

#### 4.1 Requête ; traitement de la requête

a) La requête visée à l'article 8.1) a) est adressée au Directeur général conformément aux dispositions de la règle 3.1 a).

##### b) La requête

i) indique le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale concernée;

ii) lorsqu'elle ne se rapporte qu'à certains types de micro-organismes, précise ces types;

iii) indique en détail les faits qui la fondent.

c) Si la requête est conforme aux alinéas a) et b), le Directeur général la notifie à bref délai à tous les Etats contractants et à toutes les organisations intergouvernementales de propriété industrielle.

d) Sous réserve de l'alinéa e), l'Assemblée examine la proposition au plus tôt six mois et au plus tard huit mois à compter de la notification de la requête.

e) Lorsque, de l'avis du Directeur général, le respect du délai prévu à l'alinéa d) pourrait mettre en danger les intérêts des déposants effectifs ou en puissance, le Directeur général peut convoquer l'Assemblée pour une date antérieure à la date d'expiration du délai de six mois prévu à l'alinéa d).

f) Si l'Assemblée décide de mettre fin au statut d'autorité de dépôt internationale ou de le limiter à certains types de micro-organismes, la décision prend effet trois mois après la date à laquelle elle a été prise.

### 4.2 Communication ; date effective ; traitement de la communication

a) La communication visée à l'article 8.2) a) est adressée au Directeur général conformément aux dispositions de la règle 3.1 a).

##### b) La communication

i) indique le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale concernée;

ii) lorsqu'elle ne se rapporte qu'à certains types de micro-organismes, précise ces types;

iii) lorsque l'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui fait la communication souhaite que les effets prévus à l'article 8.2) b) se produisent à une date postérieure à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de la communication, indique cette date postérieure.

c) En cas d'application de l'alinéa b) iii), les effets prévus à l'article 8.2) b) se produisent à la date indiquée en vertu de cet alinéa dans la communication; en cas contraire, ils se produisent à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de la communication.

d) Le Directeur général notifie à bref délai à tous les Etats contractants et à toutes les organisations intergouvernementales de propriété industrielle toute communication reçue en vertu de l'article 8.2) ainsi

que sa date effective en vertu de l'alinéa c). Un avis correspondant est publié à bref délai par le Bureau international.

#### 4.3 Conséquences pour les dépôts

En cas de cessation ou de limitation du statut d'autorité de dépôt internationale en vertu des articles 8.1), 8.2), 9.4) ou 17.4), la règle 5.1 s'applique par analogie.

#### Règle 5

##### Carence de l'autorité de dépôt internationale

###### 5.1 Arrêt de l'exercice des fonctions à l'égard de micro-organismes déposés

a) Si une autorité de dépôt internationale cesse, temporairement ou définitivement, d'accomplir les tâches qui lui incombent en vertu du Traité et du présent Règlement d'exécution à l'égard de micro-organismes déposés auprès d'elle, l'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui, à l'égard de cette autorité, a fourni les assurances en vertu de l'article 6.1)

i) assure, dans toute la mesure du possible, le transfert à bref délai et sans détérioration ni contamination, de ladite autorité (« l'autorité défaillante ») à une autre autorité de dépôt internationale (« l'autorité de remplacement »), d'échantillons de tous ces micro-organismes;

ii) assure, dans toute la mesure du possible, la transmission à l'autorité de remplacement, à bref délai, de tout le courrier ou de toute autre communication adressés à l'autorité défaillante, ainsi que de tous les dossiers et de toutes les autres informations pertinentes que possède cette autorité, à l'égard desdits micro-organismes;

iii) assure, dans toute la mesure du possible, la notification à bref délai, par l'autorité défaillante, de l'arrêt de l'exercice des fonctions et des transferts effectués à tous les déposants concernés;

iv) notifie à bref délai au Directeur général l'arrêt de l'exercice des fonctions et son étendue ainsi que les mesures prises par ledit Etat contractant ou ladite organisation intergouvernementale de propriété industrielle en vertu des points i) à iii).

b) Le Directeur général notifie à bref délai aux Etats contractants et aux organisations intergouvernementales de propriété industrielle ainsi qu'aux offices de propriété industrielle la notification reçue en vertu de l'alinéa a) iv); la notification faite par le Directeur général et la notification qu'il a reçue sont publiées à bref délai par le Bureau international.

c) En vertu de la procédure en matière de brevets qui est applicable, il peut être exigé que le déposant, lorsqu'il reçoit le récépissé visé à la règle 7.5, notifie à bref délai à tout office de propriété industrielle auprès duquel une demande de brevet a été présentée et faisait état du dépôt initial le nouveau numéro d'ordre attribué au dépôt par l'autorité de remplacement.

d) L'autorité de remplacement maintient sous une forme appropriée, en plus du nouveau numéro d'ordre, le numéro d'ordre attribué par l'autorité défaillante.

e) En plus de tout transfert effectué en vertu de l'alinéa a) i), l'autorité défaillante transfère, sur requête du déposant, un échantillon de tout micro-organisme déposé auprès d'elle à toute autorité de dépôt internationale, autre que l'autorité de remplacement, qu'indique le déposant, à condition que le déposant paie à l'autorité défaillante toutes les dépenses découlant du transfert de cet échantillon. Le déposant paie la taxe pour la conservation dudit échantillon à l'autorité de dépôt internationale qu'il a indiquée.

f) Sur requête de tout déposant concerné, l'autorité défaillante garde, dans la mesure du possible, des échantillons des micro-organismes déposés auprès d'elle.

###### 5.2 Refus d'accepter certains types de micro-organismes

a) Si une autorité de dépôt internationale refuse d'accepter en dépôt l'un quelconque des types de micro-organismes qu'elle devrait accepter en vertu des assurances fournies, l'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui a fait à l'égard de cette autorité la déclaration visée à l'article 7.1 a) notifie à bref délai au Directeur général les faits en question et les mesures qui ont été prises.

b) Le Directeur général notifie à bref délai aux autres Etats contractants et organisations intergouvernementales de propriété industrielle la notification reçue en vertu de l'alinéa a); la notification faite par le Directeur général et la notification qu'il a reçue sont publiées à bref délai par le Bureau international.

#### Règle 6

##### Modalités du dépôt initial ou du nouveau dépôt

###### 6.1 Dépôt initial

a) Le micro-organisme transmis par le déposant à l'autorité de dépôt internationale est accompagné,

sauf en cas d'application de la règle 6.2, d'une déclaration écrite portant la signature du déposant et contenant

i) l'indication que le dépôt est effectué en vertu du Traité;

ii) le nom et l'adresse du déposant;

iii) la description détaillée des conditions qui doivent être réunies pour cultiver le micro-organisme, pour le conserver et pour en contrôler la viabilité, et en outre, lorsque le dépôt porte sur un mélange de micro-organismes, la description des composants du mélange et d'au moins une des méthodes permettant de vérifier leur présence;

iv) la référence d'identification (numéro ou symboles, par exemple) donnée par le déposant au micro-organisme;

v) l'indication des propriétés du micro-organisme que l'autorité de dépôt internationale n'est pas censée prévoir mais qui présentent des dangers pour la santé ou l'environnement, particulièrement dans le cas de nouveaux micro-organismes.

b) Il est vivement recommandé que la déclaration écrite visée à l'alinéa a) contienne la description scientifique et/ou la désignation taxonomique proposée du micro-organisme déposé.

## 6.2 Nouveau dépôt

a) Sous réserve de l'alinéa b), en cas de nouveau dépôt effectué en vertu de l'article 4, le micro-organisme transmis par le déposant à l'autorité de dépôt internationale est accompagné d'une copie du récépissé relatif au dépôt initial, d'une copie de la plus récente déclaration concernant la viabilité du micro-organisme qui faisait l'objet du dépôt initial et indiquant que le micro-organisme est viable, et d'une déclaration écrite portant la signature du déposant et contenant

i) les indications visées à la règle 6.1 a) i) à v);

ii) une déclaration mentionnant la raison applicable en vertu de l'article 4.1) a) pour laquelle le nouveau dépôt est effectué, la déclaration requise en vertu de l'article 4.1) c) et, le cas échéant, l'indication de la date applicable en vertu de l'article 4.1) e);

iii) lorsqu'une description scientifique et/ou une désignation taxonomique proposée ont été indiquées en rapport avec le dépôt initial, la plus récente description scientifique et/ou désignation taxonomique proposée telles qu'existantes à la date applicable en vertu de l'article 4.1) e).

b) Lorsque le nouveau dépôt est effectué auprès de l'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle

le dépôt initial a été effectué, l'alinéa a) i) ne s'applique pas.

## 6.3 Exigences de l'autorité de dépôt internationale

a) Toute autorité de dépôt internationale peut exiger que le micro-organisme soit déposé sous la forme et dans la quantité qui sont nécessaires aux fins du Traité et du présent Règlement d'exécution et peut exiger qu'il soit accompagné d'une formule établie par cette autorité, et dûment remplie par le déposant, aux fins des procédures administratives de cette autorité.

b) Toute autorité de dépôt internationale communique, le cas échéant, ces exigences et toutes modifications de celles-ci au Bureau international.

## Règle 7

### Récépissé

#### 7.1 Délivrance du récépissé

A l'égard de chaque dépôt de micro-organisme qui est effectué auprès d'elle ou qui lui est transféré, l'autorité de dépôt internationale délivre au déposant un récépissé attestant la réception et l'acceptation du micro-organisme.

#### 7.2 Forme ; langues ; signature

a) Le récépissé visé à la règle 7.1 est établi sur une formule appelée « formule internationale », dont le modèle est fixé par le Directeur général dans les langues indiquées par l'Assemblée.

b) Tout mot ou toute lettre qui est inscrit dans le récépissé en caractères autres que des caractères latins doit également y figurer, par translittération, en caractères latins.

c) Le récépissé porte la signature de la personne compétente ou des personnes compétentes pour représenter l'autorité de dépôt internationale ou de tout autre employé de cette autorité dûment autorisé par ladite personne ou lesdites personnes.

#### 7.3 Contenu en cas de dépôt initial

Le récépissé visé à la règle 7.1 et délivré en cas de dépôt initial indique qu'il est délivré par l'institution de dépôt à titre d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité et contient au moins les indications suivantes:

i) le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale;

- ii) le nom et l'adresse du déposant;
- iii) la date de la réception du micro-organisme par l'autorité de dépôt internationale;
- iv) la référence d'identification (numéro ou symboles, par exemple) donnée par le déposant au micro-organisme;
- v) le numéro d'ordre attribué par l'autorité de dépôt internationale au dépôt;
- vi) lorsque la déclaration écrite visée à la règle 6.1. a) comporte la description scientifique et/ou la désignation taxonomique proposée du micro-organisme, une mention de ce fait.

#### *7.4 Contenu en cas de nouveau dépôt*

Le récépissé visé à la règle 7.1 et délivré en cas de nouveau dépôt effectué en vertu de l'article 4 est accompagné d'une copie du récépissé relatif au dépôt initial et d'une copie de la plus récente déclaration concernant la viabilité du micro-organisme qui faisait l'objet du dépôt initial et indiquant que le micro-organisme est viable, et contient au moins

- i) les indications visées à la règle 7.3 i) à v);
- ii) l'indication de la raison applicable et, le cas échéant, de la date applicable, mentionnées par le déposant en vertu de la règle 6.2 a) ii);
- iii) en cas d'application de la règle 6.2 a) iii), une mention du fait que le déposant a indiqué une description scientifique et/ou une désignation taxonomique proposée;
- iv) le numéro d'ordre attribué au dépôt initial.

#### *7.5 Récépissé en cas de transfert*

L'autorité de dépôt internationale à laquelle des échantillons de micro-organismes sont transférés en vertu de la règle 5.1 a) i) délivre au déposant, à l'égard de chaque dépôt en relation avec lequel un échantillon est transféré, un récépissé indiquant qu'il est délivré par l'institution de dépôt à titre d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité et contenant au moins

- i) les indications visées à la règle 7.3 i) à v);
- ii) le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale de laquelle le transfert a été effectué;
- iii) le numéro d'ordre attribué par l'autorité de dépôt internationale de laquelle le transfert a été effectué.

#### *7.6 Communication de la description scientifique et/ou de la désignation taxonomique proposée*

A la demande de toute partie qui a droit à la remise d'un échantillon du micro-organisme en vertu

des règles 11.1, 11.2 ou 11.3, l'autorité de dépôt internationale communique à cette partie la description scientifique et/ou la désignation taxonomique proposée, visées aux règles 7.3 vi) ou 7.4 iii).

### Règle 8

#### *Indication ultérieure ou modifications de la description scientifique et/ou de la désignation taxonomique proposée*

##### *8.1 Communication*

a) Lorsque, en relation avec le dépôt d'un micro-organisme, la description scientifique et/ou la désignation taxonomique du micro-organisme n'ont pas été indiquées, le déposant peut les indiquer ultérieurement ou, si elles ont été indiquées, les modifier.

b) Une telle indication ultérieure ou une telle modification est faite par une communication écrite, portant la signature du déposant, adressée à l'autorité de dépôt internationale et contenant

- i) le nom et l'adresse du déposant;
- ii) le numéro d'ordre attribué par ladite autorité;
- iii) la description scientifique et/ou la désignation taxonomique proposée du micro-organisme;
- iv) en cas de modification, la précédente description scientifique et/ou la précédente désignation taxonomique proposée.

##### *8.2 Attestation*

Sur requête du déposant qui a fait la communication visée à la règle 8.1, l'autorité de dépôt internationale lui délivre une attestation indiquant les données visées à la règle 8.1 b) i) à iv) et la date de la réception de cette communication.

### Règle 9

#### *Conservation des micro-organismes*

##### *9.1 Durée de la conservation*

Tout micro-organisme déposé auprès d'une autorité de dépôt internationale est conservé par cette dernière, avec tout le soin nécessaire à sa viabilité et à l'absence de contamination, pour une période d'au moins cinq ans après la réception, par ladite autorité, de la plus récente requête en remise d'un échantillon du micro-organisme déposé et, dans tous les cas, pour une période d'au moins 30 ans après la date du dépôt.

**9.2 Secret**

L'autorité de dépôt internationale ne donne à personne de renseignements sur le fait de savoir si un micro-organisme a été déposé auprès d'elle en vertu du Traité. En outre, elle ne donne aucun renseignement à personne au sujet de tout micro-organisme déposé auprès d'elle en vertu du Traité si ce n'est à une autorité ou à une personne physique ou morale qui a le droit d'obtenir un échantillon dudit micro-organisme en vertu de la règle 11 et sous réserve des mêmes conditions que celles qui sont prévues dans cette règle.

**Règle 10****Contrôle de viabilité et déclaration sur la viabilité****10.1 Obligation de contrôler**

L'autorité de dépôt internationale contrôle la viabilité de chaque micro-organisme déposé auprès d'elle

- i) à bref délai après tout dépôt visé à la règle 6 ou tout transfert visé à la règle 5.1;
- ii) à intervalles raisonnables, selon le type de micro-organisme et les conditions de conservation applicables, ou en tout temps si cela s'avère nécessaire pour des raisons techniques;
- iii) en tout temps, sur requête du déposant.

**10.2 Déclaration sur la viabilité**

a) L'autorité de dépôt internationale délivre une déclaration sur la viabilité du micro-organisme déposé

- i) au déposant, à bref délai après tout dépôt visé à la règle 6 ou tout transfert visé à la règle 5.1;
- ii) au déposant, sur sa requête, en tout temps après le dépôt ou le transfert;
- iii) à l'office de la propriété industrielle, à l'autorité autre que cet office, ou à la personne physique ou morale autre que le déposant, à qui des échantillons du micro-organisme déposé ont été remis conformément à la règle 11, sur sa requête, en même temps que cette remise ou en tout temps après celle-ci.

b) La déclaration sur la viabilité indique si le micro-organisme est viable ou s'il ne l'est plus et contient

- i) le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale qui la délivre;
- ii) le nom et l'adresse du déposant;
- iii) la date du dépôt du micro-organisme et, le cas échéant, du transfert;

iv) le numéro d'ordre attribué par ladite autorité de dépôt internationale;

v) la date du contrôle auquel elle se rapporte;

vi) des informations sur les conditions dans lesquelles le contrôle de viabilité a été effectué, pour autant que ces informations aient été demandées par le destinataire de la déclaration sur la viabilité et que les résultats du contrôle aient été négatifs.

c) En cas d'application de l'alinéa a) ii) ou iii), la déclaration sur la viabilité se rapporte au contrôle de viabilité le plus récent.

d) En ce qui concerne la forme, les langues et la signature, la règle 7.2 s'applique par analogie à la déclaration sur la viabilité.

e) La déclaration sur la viabilité est délivrée gratuitement dans le cas visé à l'alinéa a) i) ou si elle est requise par un office de propriété industrielle. La taxe due en vertu de la règle 12.1 a) iii) à l'égard de toute autre déclaration sur la viabilité est à la charge de la partie qui requiert la déclaration et doit être payée avant la présentation de la requête ou au moment de cette présentation.

**Règle 11****Remise d'échantillons****11.1 Remise d'échantillons aux offices de la propriété industrielle intéressés**

L'autorité de dépôt internationale remet un échantillon de tout micro-organisme déposé à l'office de la propriété industrielle de tout Etat contractant ou de toute organisation intergouvernementale de propriété industrielle, sur requête de cet office, pour autant que la requête soit accompagnée d'une déclaration aux termes de laquelle

i) une demande faisant état du dépôt du micro-organisme a été présentée auprès de cet office en vue de la délivrance d'un brevet et son objet se rapporte au micro-organisme ou à son utilisation;

ii) cette demande est pendante devant cet office ou a abouti à la délivrance d'un brevet;

iii) l'échantillon est nécessaire aux fins d'une procédure en matière de brevets ayant effet dans cet Etat contractant ou dans cette organisation ou ses Etats membres;

iv) l'échantillon et toute information l'accompagnant ou en découlant seront utilisés aux seules fins de ladite procédure en matière de brevets.

**11.2 Remise d'échantillons au déposant ou avec son autorisation**

L'autorité de dépôt internationale remet un échantillon de tout micro-organisme déposé

- i) au déposant, sur sa requête;
- ii) à toute autorité ou à toute personne physique ou morale (ci-après « la partie autorisée »), sur requête de celle-ci, pour autant que la requête soit accompagnée d'une déclaration du déposant autorisant la remise d'échantillons qui est requise.

**11.3 Remise d'échantillons aux parties qui y ont droit**

a) L'autorité de dépôt internationale remet un échantillon de tout micro-organisme déposé à toute autorité ou à toute personne physique ou morale (ci-après « la partie certifiée »), sur requête de celle-ci, pour autant que la requête soit faite sur une formule dont le contenu est fixé par l'Assemblée et qu'un office de propriété industrielle certifie dans cette formule

i) qu'une demande faisant état du dépôt du micro-organisme a été présentée auprès de cet office en vue de la délivrance d'un brevet et que son objet se rapporte au micro-organisme ou à son utilisation;

ii) que, sauf en cas d'application de la deuxième phrase du point iii), une publication aux fins de la procédure en matière de brevets a été faite par cet office;

iii) soit que la partie certifiée a droit à un échantillon du micro-organisme en vertu du droit régissant la procédure en matière de brevets devant cet office et que, si ce droit fait dépendre le droit à l'échantillon de certaines conditions, cet office s'est assuré que ces conditions ont été effectivement remplies, soit que la partie certifiée a apposé sa signature sur une formule devant cet office et que, de par la signature de cette formule, les conditions de remise d'un échantillon à la partie certifiée sont réputées remplies conformément au droit qui régit la procédure en matière de brevets devant cet office; si la partie certifiée a droit à l'échantillon en vertu dudit droit avant une publication aux fins de la procédure en matière de brevets par ledit office et si une telle publication n'a pas encore été effectuée, la certification l'indique expressément et mentionne, en la citant de la manière usuelle, la disposition applicable dudit droit, y compris toute décision judiciaire.

b) En ce qui concerne les brevets délivrés et publiés par tout office de propriété industrielle, cet office peut communiquer périodiquement à toute autorité de dépôt internationale des listes des numéros

d'ordre attribués par cette autorité aux dépôts des micro-organismes dont il est fait état dans lesdits brevets. A la requête de toute autorité ou de toute personne physique ou morale (ci-après « la partie requérante »), l'autorité de dépôt internationale remet à celle-ci un échantillon de tout micro-organisme dont le numéro d'ordre a été ainsi communiqué. A l'égard des micro-organismes déposés dont les numéros d'ordre ont été ainsi communiqués, cet office n'est pas tenu de fournir la certification visée à la règle 11.3 a).

**11.4 Règles communes**

a) Toute requête, déclaration, certification ou communication visée aux règles 11.1, 11.2 et 11.3

i) est rédigée en français, en anglais, en espagnol ou en russe si elle est adressée à une autorité de dépôt internationale dont la langue officielle est ou dont les langues officielles comprennent le français, l'anglais, l'espagnol ou le russe, respectivement; toutefois, lorsqu'elle doit être rédigée en espagnol ou en russe, elle peut être présentée en français ou en anglais au lieu de l'être en espagnol ou en russe et, si elle est ainsi présentée, le Bureau international établit à bref délai et gratuitement, à la demande de la partie intéressée visée dans lesdites règles ou de l'autorité de dépôt internationale, une traduction en espagnol ou en russe certifiée conforme;

ii) est rédigée, dans tous les autres cas, en français ou en anglais; toutefois, elle peut être rédigée dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'autorité de dépôt internationale au lieu de l'être en français ou en anglais.

b) Nonobstant l'alinéa a), lorsque la requête visée à la règle 11.1 est faite par un office de propriété industrielle dont la langue officielle est l'espagnol ou le russe, cette requête peut être rédigée en espagnol ou en russe, respectivement, et le Bureau international établit à bref délai et gratuitement, à la demande de cet office, une traduction en français ou en anglais certifiée conforme.

c) Toute requête, déclaration, certification ou communication visée aux règles 11.1, 11.2 et 11.3 est écrite, porte une signature et est datée.

d) Toute requête, déclaration ou certification visée aux règles 11.1, 11.2 et 11.3 a) contient les indications suivantes:

i) le nom et l'adresse de l'office de la propriété industrielle qui présente la requête, de la partie autorisée ou de la partie certifiée, selon le cas;

- ii) le numéro d'ordre attribué au dépôt;
  - iii) dans le cas de la règle 11.1, la date et le numéro de la demande ou du brevet qui fait état du dépôt;
  - iv) dans le cas de la règle 11.3 a), les indications visées au point iii) ainsi que le nom et l'adresse de l'office de la propriété industrielle qui a fait la certification visée à ladite règle.
- e) Toute requête visée à la règle 11.3 b) contient les indications suivantes:
- i) le nom et l'adresse de la partie requérante;
  - ii) le numéro d'ordre attribué au dépôt.
- f) L'autorité de dépôt internationale marque avec le numéro d'ordre attribué au dépôt le récipient contenant l'échantillon remis et joint au récipient une copie du récépissé visé à la règle 7.
- g) L'autorité de dépôt internationale qui a remis un échantillon à toute partie intéressée autre que le déposant notifie au déposant, par écrit et à bref délai, ce fait, la date à laquelle l'échantillon a été remis ainsi que le nom et l'adresse de l'office de la propriété industrielle, de la partie autorisée, de la partie certifiée ou de la partie requérante à qui l'échantillon a été remis. Cette notification est accompagnée d'une copie de la requête correspondante, de toute déclaration présentée en vertu de la règle 11.1 ou 11.2 ii) en rapport avec ladite requête et de toute formule ou requête portant la signature de la partie requérante conformément à la règle 11.3.
- h) La remise d'échantillons visée à la règle 11.1 est gratuite. En cas de remise d'échantillons en vertu de la règle 11.2 ou 11.3, la taxe due en vertu de la règle 12.1 a) iv) est à la charge du déposant, de la partie autorisée, de la partie certifiée ou de la partie requérante, selon le cas, et doit être payée avant la présentation de la requête ou au moment de cette présentation.

## Règle 12

### Taxes

#### 12.1 Genres et montants

- a) L'autorité de dépôt internationale peut, en ce qui concerne la procédure prévue par le Traité et le présent Règlement d'exécution, percevoir une taxe
- i) pour la conservation;
  - ii) pour la délivrance de l'attestation visée à la règle 8.2;

iii) sous réserve de la règle 10.2 e), première phrase, pour la délivrance de déclarations sur la viabilité;

iv) sous réserve de la règle 11.4 h), première phrase, pour la remise d'échantillons.

b) La taxe de conservation est valable pour la période entière pendant laquelle, conformément à la règle 9.1, le micro-organisme est conservé.

c) Le montant de toute taxe ne doit pas dépendre de la nationalité ou du domicile du déposant, ni de la nationalité ou du domicile de l'autorité ou de la personne physique ou morale qui requiert la délivrance d'une déclaration sur la viabilité ou la remise d'échantillons.

#### 12.2 Modification des montants

a) Toute modification du montant des taxes perçues par l'autorité de dépôt internationale est notifiée au Directeur général par l'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui a fait la déclaration visée à l'article 7.1) à l'égard de cette autorité. Sous réserve de l'alinéa c), la notification peut contenir l'indication de la date à partir de laquelle les nouvelles taxes sont applicables.

b) Le Directeur général notifie à bref délai à tous les Etats contractants et à toutes les organisations intergouvernementales de propriété industrielle toute notification reçue en vertu de l'alinéa a) ainsi que sa date effective en vertu de l'alinéa c); la notification faite par le Directeur général et la notification qu'il a reçue sont publiées à bref délai par le Bureau international.

c) Les nouvelles taxes sont applicables à partir de la date indiquée en vertu de l'alinéa a); toutefois, lorsque la modification consiste en une augmentation des montants des taxes ou lorsqu'aucune date n'est indiquée, les nouvelles taxes sont applicables dès le trentième jour à compter de la publication de la modification par le Bureau international.

## Règle 13

### Publication par le Bureau international

#### 13.1 Forme de la publication

Toute publication par le Bureau international prévue dans le Traité ou le présent Règlement d'exécution est faite dans le périodique mensuel du Bureau

international qui est visé dans la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

#### 13.2 Contenu

a) Au moins dans le premier numéro de chaque année dudit périodique est publiée une liste mise à jour des autorités de dépôt internationales, qui indique à l'égard de chacune d'elles les types de micro-organismes qui peuvent y être déposés et le montant des taxes qu'elle perçoit.

b) Des renseignements complets sur chacun des faits suivants sont publiés une seule fois, dans le premier numéro dudit périodique qui est publié après la survenance du fait:

i) toute acquisition, cessation ou limitation du statut d'autorité de dépôt internationale et les mesures prises en rapport avec cette cessation ou cette limitation;

ii) toute extension visée à la règle 3.3;

iii) tout arrêt des fonctions d'une autorité de dépôt internationale, tout refus d'accepter certains types de micro-organismes et les mesures prises en rapport avec cet arrêt ou ce refus;

iv) toute modification des taxes perçues par une autorité de dépôt internationale;

v) toute exigence communiquée conformément à la règle 6.3 b) et toute modification de celle-ci.

#### Règle 14 Dépenses des délégations

##### 14.1 Couverture des dépenses

Les dépenses de chaque délégation participant à une réunion de l'Assemblée ou à un comité, un groupe de travail ou une autre réunion traitant de questions de la compétence de l'Union sont supportées par l'Etat ou l'organisation qui l'a désignée.

#### Règle 15 Quorum non atteint au sein de l'Assemblée

##### 15.1 Vote par correspondance

a) Dans le cas prévu à l'article 10.5 b), le Directeur général communique les décisions de l'Assemblée, autres que celles qui concernent la procédure de l'Assemblée, aux Etats contractants qui n'étaient pas représentés lors de l'adoption de la décision, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention.

b) Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des Etats contractants ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention atteint le nombre d'Etats contractants qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de l'adoption de la décision, cette dernière devient exécutoire, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cette fin, ont signé le présent Traité.

FAIT à Budapest, le vingt-huit avril neuf cent soixante-dix-sept.

MODIFICATIONS DU REGLEMENT D'EXECUTION  
DU TRAITE DE BUDAPEST SUR LA  
RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DU  
DEPOT DES MICRO-ORGANISMES AUX FINS DE  
LA PROCEDURE EN MATIERE DE BREVETS

adoptées par l'Assemblée de l'Union  
pour la reconnaissance internationale du dépôt  
des micro-organismes aux fins de la procédure  
en matière de brevets  
(Union de Budapest)  
le 20 janvier 1981

Règle 5Carence de l'autorité de dépôt internationale**5.1 Arrêt de l'exercice des fonctions à l'égard de micro-organismes déposés**

- a) [Sans changement]
- b) [Sans changement]
- c) [Sans changement]
- d) [Sans changement]

e) En plus de tout transfert effectué en vertu de l'alinéa a)i), l'autorité défaillante transfère dans la mesure du possible, sur requête du déposant, un échantillon de tout micro-organisme déposé auprès d'elle ainsi que des copies de tout le courrier ou de toute autre communication et de tous les dossiers et de toutes les autres informations pertinentes visées à l'alinéa a)ii) à toute autorité de dépôt internationale, autre que l'autorité de remplacement, qu'indique le déposant, à condition que le déposant paie à l'autorité défaillante toutes les dépenses découlant de ce transfert. Le déposant paie la taxe pour la conservation dudit échantillon à l'autorité de dépôt internationale qu'il a indiquée.

- f) [Sans changement]

**5.2 [Sans changement]**

Règle 6Modalités du dépôt initial ou du nouveau dépôt**6.1 Dépôt initial**

## a) [Début sans changement]

i) l'indication que le dépôt est effectué en vertu du Traité et l'engagement de ne pas le retirer pendant la période précisée à la règle 9.1;

ii) [Sans changement]

iii) [Sans changement]

iv) [Sans changement]

v) l'indication des propriétés du micro-organisme qui présentent ou peuvent présenter des dangers pour la santé ou l'environnement, ou l'indication que le déposant n'a pas connaissance de telles propriétés.

b) [Sans changement]

**6.2 Nouveau dépôt**

a) Sous réserve de l'alinéa b), en cas de nouveau dépôt effectué en vertu de l'article 4, le micro-organisme transmis par le déposant à l'autorité de dépôt internationale est accompagné d'une copie du récépissé relatif au dépôt antérieur, d'une copie de la plus récente déclaration concernant la viabilité du micro-organisme qui faisait l'objet du dépôt antérieur et indiquant que le micro-organisme est viable, et d'une déclaration écrite portant la signature du déposant et contenant

i) les indications visées à la règle 6.1.a)i) à v);

ii) une déclaration mentionnant la raison applicable en vertu de l'article 4.1)a) pour laquelle le nouveau dépôt est effectué, une déclaration affirmant que le micro-organisme qui fait l'objet du nouveau dépôt est le même que celui qui faisait l'objet du dépôt antérieur, et l'indication de la date à laquelle le déposant a reçu la notification visée à l'article 4.1)a) ou, selon le cas, de la date de la publication visée à l'article 4.1)e);

iii) lorsqu'une description scientifique et/ou une désignation taxonomique proposée ont été indiquées en rapport avec le dépôt antérieur, la plus récente description scientifique et/ou désignation taxonomique proposée telles que communiquées à l'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle le dépôt antérieur a été effectué.

b) Lorsque le nouveau dépôt est effectué auprès de l'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle le dépôt antérieur a été effectué, l'alinéa a)i) ne s'applique pas.

c) Aux fins des alinéas a) et b) et de la règle 7.4, il faut entendre par "dépôt antérieur",

i) lorsque le nouveau dépôt a été précédé d'un ou de plusieurs autres nouveaux dépôts : le plus récent de ces autres nouveaux dépôts;

ii) lorsque le nouveau dépôt n'a pas été précédé d'un ou de plusieurs autres nouveaux dépôts : le dépôt initial.

**6.3 Exigences de l'autorité de dépôt internationale****a) Toute autorité de dépôt internationale peut exiger**

- i) que le micro-organisme soit déposé sous la forme et dans la quantité qui sont nécessaires aux fins du Traité et du présent Règlement d'exécution;
- ii) qu'une formule établie par cette autorité, et dûment remplie par le déposant, aux fins des procédures administratives de cette autorité soit fournie;
- iii) que la déclaration écrite visée à la règle 6.1.a) ou 6.2.a) soit rédigée dans la langue ou dans l'une des langues désignées par cette autorité, étant entendu que cette désignation doit en tout cas inclure la ou les langues officielles indiquées en vertu de la règle 3.1.b)v);
- iv) que la taxe de conservation visée à la règle 12.1.a)i) soit payée; et
- v) que, dans la mesure où le droit applicable le permet, le déposant conclue avec cette autorité un contrat définissant les responsabilités du déposant et de ladite autorité.

**b) [Sans changement]****6.4 Procédure d'acceptation**

a) L'autorité de dépôt internationale refuse d'accepter le micro-organisme et notifie immédiatement par écrit le refus au déposant, en indiquant les motifs du refus,

i) si le micro-organisme n'appartient pas à un type de micro-organisme auquel s'étendent les assurances fournies en vertu de la règle 3.1.b)iii) ou 3.3;

ii) si le micro-organisme a des propriétés si exceptionnelles que l'autorité de dépôt internationale n'est techniquement pas en mesure d'accomplir à son égard les tâches qui lui incombent en vertu du Traité et du présent Règlement d'exécution; ou

iii) si le dépôt est reçu dans un état qui indique clairement que le micro-organisme manque ou qui exclut pour des raisons scientifiques que le micro-organisme soit accepté.

b) Sous réserve de l'alinéa a), l'autorité de dépôt internationale accepte le micro-organisme lorsqu'il est satisfait à toutes les exigences de la règle 6.1.a) ou 6.2.a) et de la règle 6.3.a). S'il n'est pas satisfait à ces exigences, l'autorité de dépôt internationale notifie immédiatement par écrit ce fait au déposant, en l'invitant à satisfaire à ces exigences.

c) Lorsque le micro-organisme a été accepté en tant que dépôt initial ou en tant que nouveau dépôt, la date du dépôt initial ou du nouveau dépôt, selon le cas, est la date à laquelle le micro-organisme a été reçu par l'autorité de dépôt internationale.

d) L'autorité de dépôt internationale, sur requête du déposant et pour autant qu'il soit satisfait à toutes les exigences visées à l'alinéa b), considère un micro-organisme, déposé avant l'acquisition par cette autorité du statut d'autorité de dépôt internationale, comme ayant été reçu, aux fins du Traité, à la date à laquelle ce statut a été acquis.

Règle 7Récépissé

7.1 [Sans changement]

7.2 [Sans changement]

7.3 Contenu en cas de dépôt initial

[Début sans changement]

i) [Sans changement]

ii) [Sans changement]

iii) la date du dépôt initial telle qu'elle est définie à la règle 6.4.c);

iv) [Sans changement]

v) [Sans changement]

vi) [Sans changement]

7.4 Contenu en cas de nouveau dépôt

Le récépissé visé à la règle 7.1 et délivré en cas de nouveau dépôt effectué en vertu de l'article 4 est accompagné d'une copie du récépissé relatif au dépôt antérieur (au sens de la règle 6.2.c)) et d'une copie de la plus récente déclaration concernant la viabilité du micro-organisme qui faisait l'objet du dépôt antérieur (au sens de la règle 6.2.c)) et indiquant que le micro-organisme est viable, et contient au moins

i) le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale;

ii) le nom et l'adresse du déposant;

iii) la date du nouveau dépôt telle qu'elle est définie à la règle 6.4.c);

iv) la référence d'identification (numéro ou symboles, par exemple) donnée par le déposant au micro-organisme;

v) le numéro d'ordre attribué par l'autorité de dépôt internationale au nouveau dépôt;

vi) l'indication de la raison applicable et de la date applicable, mentionnées par le déposant en vertu de la règle 6.2.a)iii);

vii) en cas d'application de la règle 6.2.a)iii), une mention du fait que le déposant a indiqué une description scientifique et/ou une désignation taxonomique proposée;

viii) le numéro d'ordre attribué au dépôt antérieur (au sens de la règle 6.2.c)).

---

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

---

**7.5 Récépissé en cas de transfert**

L'autorité de dépôt internationale à laquelle des échantillons de micro-organismes sont transférés en vertu de la règle 5.1.a)i) délivre au déposant, à l'égard de chaque dépôt en relation avec lequel un échantillon est transféré, un récépissé indiquant qu'il est délivré par l'institution de dépôt à titre d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité et contenant au moins

- i) le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale;
- ii) le nom et l'adresse du déposant;
- iii) la date à laquelle l'échantillon transféré a été reçu par l'autorité de dépôt internationale (date du transfert);
- iv) la référence d'identification (numéro ou symboles, par exemple) donnée par le déposant au micro-organisme;
- v) le numéro d'ordre attribué par l'autorité de dépôt internationale;
- vi) le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale à partir de laquelle le transfert a été effectué;
- vii) le numéro d'ordre attribué par l'autorité de dépôt internationale à partir de laquelle le transfert a été effectué;
- viii) lorsque la déclaration écrite visée à la règle 6.1.a) ou 6.2.a) comportait la description scientifique et/ou la désignation taxonomique proposée du micro-organisme, ou lorsque cette description scientifique et/ou cette désignation taxonomique proposée ont été indiquées ou modifiées ultérieurement en vertu de la règle 8.1, une mention de ce fait.

**7.6 Communication de la description scientifique et/ou de la désignation taxonomique proposée**

A la demande de toute partie qui a droit à la remise d'un échantillon du micro-organisme en vertu des règles 11.1, 11.2 ou 11.3, l'autorité de dépôt internationale communique à cette partie la plus récente description scientifique et/ou la plus récente désignation taxonomique proposée, visées aux règles 6.1.b), 6.2.a)iii) ou 8.1.b)iii).

Règle 10Contrôle de viabilité et déclaration sur la viabilité

10.1 [Sans changement]

10.2 Déclaration sur la viabilité

a) [Sans changement]

b) [Début sans changement]

i) [Sans changement]

ii) [Sans changement]

iii) la date visée à la règle 7.3.iii) ou, si un nouveau dépôt ou un transfert ont été effectués, la plus récente des dates visées aux règles 7.4.iii) et 7.5.iii);

iv) [Sans changement]

v) [Sans changement]

vi) [Sans changement]

c) [Sans changement]

d) [Sans changement]

e) [Sans changement]

Règle 11Remise d'échantillons

11.1 [Sans changement]

11.2 [Sans changement]

11.3 [Sans changement]

11.4 Règles communes

a) [Sans changement]

b) Nonobstant l'alinéa a), lorsque la requête visée à la règle 11.1 est faite par un office de propriété industrielle dont la langue officielle est l'espagnol ou le russe, cette requête peut être rédigée en espagnol ou en russe, respectivement, et le Bureau international établit à bref délai et gratuitement, à la demande de cet office ou de l'autorité de dépôt internationale qui a reçu ladite requête, une traduction en français ou en anglais certifiée conforme.

c) [Sans changement]

d) [Sans changement]

e) [Sans changement]

f) L'autorité de dépôt internationale marque avec le numéro d'ordre attribué au dépôt le récipient contenant l'échantillon remis et joint au récipient une copie du récépissé visé à la règle 7, l'indication des éventuelles propriétés du micro-organisme qui présentent ou peuvent présenter des dangers pour la santé ou l'environnement et, sur demande, l'indication des conditions utilisées par l'autorité de dépôt internationale pour cultiver et conserver le micro-organisme.

g) [Sans changement]

h) [Sans changement]

11.5 Modification des règles 11.1 et 11.3 lorsqu'elles s'appliquent à des demandes internationales

Lorsqu'une demande a été déposée en tant que demande internationale selon le Traité de coopération en matière de brevets, la référence, aux règles 11.1.i) et 11.3.a)i), à la présentation de la demande auprès de l'office de la propriété industrielle est considérée comme une référence à la désignation, dans la demande internationale, de l'Etat contractant pour lequel l'office de la propriété industrielle est l'"office désigné" au sens dudit Traité, et la certification d'une publication qui est requise par la règle 11.3.a)ii) est, au choix de l'office de la propriété industrielle, soit une certification de la publication internationale faite en vertu dudit Traité soit la certification d'une publication faite par l'office de la propriété industrielle.

Règle 12

Taxes

**12.1 Genres et montants**

a) [Début sans changement]

- i) [Sans changement]
- ii) [Sans changement]
- iii) [Sans changement]
- iv) sous réserve de la règle 11.4.h), première phrase, pour la remise d'échantillons;
- v) pour la communication d'informations en vertu de la règle 7.6.

**12.2 [Sans changement]**

Règle 12bisCalcul des délais12bis.1 Délais exprimés en années

Lorsqu'un délai est exprimé en une ou plusieurs années, il part du jour suivant celui où l'événement considéré a eu lieu et expire, dans l'année ultérieure à prendre en considération, le mois portant le même nom et le jour ayant le même quantième que le mois et le jour où ledit événement a eu lieu; toutefois, si le mois ultérieur à prendre en considération n'a pas de jour ayant le même quantième, le délai considéré expire le dernier jour de ce mois.

12bis.2 Délais exprimés en mois

Lorsqu'un délai est exprimé en un ou plusieurs mois, il part du jour suivant celui où l'événement considéré a eu lieu et expire, dans le mois ultérieur à prendre en considération, le jour ayant le même quantième que le jour où ledit événement a eu lieu; toutefois, si le mois ultérieur à prendre en considération n'a pas de jour ayant le même quantième, le délai considéré expire le dernier jour de ce mois.

12bis.3 Délais exprimés en jours

Lorsqu'un délai est exprimé en un certain nombre de jours, il part du jour suivant celui où l'événement considéré a eu lieu et expire le jour où l'on atteint le dernier jour du compte.

---

TRADUZIONE NON UFFICIALE

**Trattato di Budapest sul riconoscimento  
internazionale del deposito dei microrganismi  
ai fini della procedura in materia di brevetti**

**SOMMARIO\***

*Disposizioni introduttive*

- Articolo 1: Costituzione di una Unione
- Articolo 2: Definizioni

*Capitolo I: Disposizioni di diritto materiale*

- Articolo 3: Riconoscimento ed effetti del deposito dei microrganismi
- Articolo 4: Nuovo deposito
- Articolo 5: Restrizioni all'esportazione e all'importazione
- Articolo 6: Status di autorità internazionale di deposito
- Articolo 7: Acquisizione dello status di autorità internazionale di deposito
- Articolo 8: Cessazione e limitazione dello status di autorità internazionale di deposito
- Articolo 9: Organizzazioni intergovernative di proprietà industriale

*Capitolo II: Disposizioni amministrative*

- Articolo 10: Assemblea
- Articolo 11: Ufficio internazionale
- Articolo 12: Regolamento d'esecuzione

*Capitolo III: Revisione e modificazione*

- Articolo 13: Revisione del Trattato
- Articolo 14: Modificazione di talune disposizioni del Trattato

*Capitolo IV: Clausole finali*

- Articolo 15: Modalità per divenire parte al Trattato
- Articolo 16: Entrata in vigore del Trattato
- Articolo 17: Denuncia del Trattato
- Articolo 18: Firma e lingue del Trattato
- Articolo 19: Deposito del Trattato; trasmissione di copie; registrazione del Trattato
- Articolo 20: Notificazioni

---

\* Questo sommario è stato aggiunto al fine di facilitare la consultazione del testo. L'originale non comprende alcun sommario.

## DISPOSIZIONI INTRODUTTIVE

### **Articolo 1**

#### **Costituzione di una Unione**

Gli Stati che fanno parte del presente Trattato (qui appresso denominati «gli Stati contraenti») sono costituiti in Unione per il riconoscimento internazionale del deposito dei microrganismi ai fini della procedura in materia di brevetti.

### **Articolo 2**

#### **Definizioni**

Ai fini del presente Trattato e del Regolamento d'esecuzione:

i) ogni riferimento ad un «brevetto» va inteso quale riferimento ai brevetti d'invenzione, ai certificati di autore d'invenzione, ai certificati di utilità, ai modelli di utilità, ai brevetti o certificati completivi, ai certificati di autore d'invenzione completivi e ai certificati di utilità completivi;

ii) si deve intendere per «deposito di un microrganismo», secondo il contesto nel quale figurano queste parole, gli atti seguenti, compiuti conformemente al presente Trattato e al Regolamento d'esecuzione: la trasmissione di un microrganismo ad un'autorità internazionale di deposito, che lo riceve e lo accetta, o la conservazione di un tale microrganismo da parte dell'autorità internazionale di deposito, o detta trasmissione e detta conservazione assieme;

iii) si deve intendere per «procedura in materia di brevetti» qualsiasi procedura amministrativa o giudiziaria relativa ad una domanda di brevetto o ad un brevetto;

iv) si deve intendere per «pubblicazione ai fini della procedura in materia di brevetti» la pubblicazione ufficiale, o la messa a disposizione ufficiale del pubblico per ispezione, di una domanda di brevetto o di un brevetto;

v) si deve intendere per «organizzazione intergovernativa di proprietà industriale» un'organizzazione che ha presentato una dichiarazione in virtù dell'articolo 9.1);

vi) si deve intendere per «ufficio della proprietà industriale» un'autorità di uno Stato contraente o di un'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale competente per il rilascio di brevetti;

vii) si deve intendere per «istituzione di deposito» un'istituzione che assicura il ricevimento, l'accettazione e la conservazione dei microrganismi e la consegna di campioni di tali microrganismi;

viii) si deve intendere per «autorità internazionale di deposito» una istituzione di deposito che ha acquisito lo status di autorità internazionale di deposito conformemente all'articolo 7;

ix) si deve intendere per «depositante» la persona fisica o giuridica che trasmette un microrganismo ad un'autorità internazionale di deposito, la quale lo riceve e lo accetta, ed ogni avente causa di tale persona;

x) si deve intendere per «Unione» l'Unione di cui all'articolo 1;

xi) si deve intendere per «Assemblea» l'Assemblea di cui all'articolo 10;

xii) si deve intendere per «Organizzazione» l'Organizzazione mondiale della proprietà intellettuale;

xiii) si deve intendere per «Ufficio internazionale» l'Ufficio internazionale dell'Organizzazione e, finché esisteranno, gli Uffici internazionali riuniti per la protezione della proprietà intellettuale (BIRPI);

xiv) si deve intendere per «Direttore generale» il Direttore generale dell'Organizzazione;

xv) si deve intendere per «Regolamento d'esecuzione» il Regolamento d'esecuzione di cui all'articolo 12.

## CAPITOLO I

### DISPOSIZIONI DI DIRITTO MATERIALE

#### Articolo 3

##### Riconoscimento ed effetti del deposito dei microrganismi

1) a) Gli Stati contraenti che permettono od esigono il deposito dei microrganismi ai fini della procedura in materia di brevetti riconoscono, ai fini di questa procedura, il deposito di un microrganismo effettuato presso una autorità internazionale di deposito. Questo riconoscimento comprende il riconoscimento del fatto e della data del deposito come indicati dall'autorità internazionale di deposito, nonché il riconoscimento del fatto che ciò che è consegnato come campione è un campione del microrganismo depositato.

*b)* Ogni Stato contraente può esigere una copia della ricevuta del deposito contemplato al comma *a)*, rilasciata dall'autorità internazionale di deposito.

2) Per quanto concerne le materie disciplinate dal presente Trattato e dal Regolamento d'esecuzione, nessuno Stato contraente può esigere che siano soddisfatte esigenze diverse da quelle previste dal presente Trattato e dal Regolamento d'esecuzione o esigenze supplementari.

#### Articolo 4

##### Nuovo deposito

1) *a)* Quando, per una ragione qualsiasi, l'autorità internazionale di deposito non può consegnare campioni del microrganismo depositato, in particolare:

i) quando il microrganismo non è più vitale, o

ii) quando la consegna di campioni necessitasse il loro invio all'estero e restrizioni all'esportazione o all'importazione impediscono l'invio o il ricevimento dei campioni all'estero,

questa autorità notifica al depositante, immediatamente dopo aver constatato di essere nell'impossibilità di consegnare dei campioni, tale impossibilità e gliene indica il motivo; fatto salvo il paragrafo 2) e conformemente alle disposizioni del presente paragrafo, il depositante ha il diritto di effettuare un nuovo deposito del microrganismo oggetto del deposito iniziale.

*b)* Il nuovo deposito è effettuato presso l'autorità internazionale di deposito presso la quale era stato effettuato il deposito iniziale; tuttavia:

i) è effettuato presso un'altra autorità internazionale di deposito se l'istituzione presso la quale era stato effettuato il deposito iniziale non possiede più lo status di autorità internazionale di deposito, sia totalmente, sia per il tipo di microrganismo al quale appartiene il microrganismo depositato, o se l'autorità internazionale di deposito presso la quale era stato effettuato il deposito iniziale cessa, temporaneamente o definitivamente, l'esercizio delle sue funzioni per quanto riguarda il microrganismo depositato;

ii) può essere effettuato presso un'altra autorità internazionale di deposito nel caso contemplato al comma *a)* ii).

*c)* Ogni nuovo deposito è accompagnato da una dichiarazione firmata dal depositante, ai termini della quale questi afferma che il microrganismo oggetto del nuovo deposito è lo stesso di quello oggetto del deposito iniziale. Se l'affermazione del depositante è contestata, l'onere della prova è disciplinato dal diritto applicabile.

*d)* Fatti salvi i commi da *a)* a *c)* e il comma *e)*, il nuovo deposito è trattato come se fosse stato effettuato alla data in cui era stato effettuato il deposito iniziale se tutte le dichiarazioni anteriori sulla vitalità del microrganismo, oggetto del deposito iniziale, avevano indicato che il microrganismo era vitale e se il nuovo deposito è stato effettuato entro un termine di tre mesi a decorrere dalla data in cui il depositante ha ricevuto la notificazione prevista al comma *a*).

*e)* Quando il comma *b) i)* è applicabile e il depositante non riceve la notificazione prevista al comma *a)* entro sei mesi dalla data in cui la cessazione, la limitazione o l'interruzione dell'esercizio delle funzioni, di cui al comma *b) i)*, è stata pubblicata da parte dell'Ufficio internazionale, il termine di tre mesi di cui al comma *d)* è computato a decorrere dalla data di tale pubblicazione.

2) Qualora il microrganismo depositato sia stato trasferito ad un'altra autorità internazionale di deposito, il diritto previsto al paragrafo 1) *a)* non esiste fintanto che tale autorità è in grado di consegnare dei campioni di tale microrganismo.

## Articolo 5

### Restrizioni all'esportazione e all'importazione

Ciascuno Stato contraente riconosce altamente auspicabile che, se e nella misura in cui l'esportazione dal suo territorio o l'importazione sul suo territorio di taluni tipi di microrganismi è limitata, una tale restrizione non si applichi ai microrganismi depositati o destinati ad essere depositati in virtù del presente Trattato se non quando la restrizione è necessaria in considerazione della sicurezza nazionale o dei rischi per la salute o l'ambiente.

## Articolo 6

### Status di autorità internazionale di deposito

1) Per aver diritto allo status di autorità internazionale di deposito, un'istituzione di deposito deve essere situata sul territorio di uno Stato contraente e deve beneficiare di assicurazioni fornite da tale Stato ai termini delle quali questa istituzione soddisfa e continuerà a soddisfare le condizioni elencate nel paragrafo 2). Queste assicurazioni possono essere anche fornite da un'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale; in tal caso, l'istituzione di deposito deve essere situata sul territorio di uno Stato membro di questa organizzazione.

2) L'istituzione di deposito deve, in qualità di autorità internazionale di deposito:

i) avere un'esistenza permanente;

ii) possedere, conformemente al Regolamento d'esecuzione, il personale e le attrezzature necessarie per lo svolgimento dei compiti scientifici ed amministrativi che gli incombono in virtù del presente Trattato;

iii) essere imparziale e oggettiva;

iv) essere, ai fini del deposito, a disposizione di tutti i depositanti alle stesse condizioni;

v) accettare in deposito tutti i tipi o taluni tipi di microrganismi, esaminare la loro vitalità e conservarli, conformemente al Regolamento d'esecuzione;

vi) rilasciare una ricevuta al depositante e qualsiasi dichiarazione richiesta sulla vitalità, conformemente al Regolamento d'esecuzione;

vii) osservare il segreto in merito ai microrganismi depositati, conformemente al Regolamento d'esecuzione;

viii) consegnare, alle condizioni e secondo la procedura prescritte nel Regolamento d'esecuzione, campioni di qualsiasi microrganismo depositato.

3) Il Regolamento d'esecuzione prevede i provvedimenti da prendere:

i) quando un'autorità internazionale di deposito cessa, temporaneamente o definitivamente, l'esercizio delle sue funzioni per quanto riguarda microrganismi depositati o rifiuta di accettare taluni tipi di microrganismi che essa dovrebbe accettare in virtù delle assicurazioni fornite;

ii) in caso di cessazione o di limitazione dello status di autorità internazionale di deposito di un'autorità internazionale di deposito.

## Articolo 7

### Acquisizione dello status di autorità internazionale di deposito

1) a) Un'istituzione di deposito acquisisce lo status di autorità internazionale di deposito in virtù di una comunicazione scritta indirizzata al Direttore generale dallo Stato contraente sul territorio del quale è situata l'istituzione di deposito e comprendente una dichiarazione contenente assicurazioni ai termini delle quali tale istituzione soddisfa e continuerà a soddisfare le condizioni elencate nell'articolo 6.2). Tale status

può parimenti essere acquisito in virtù di una comunicazione scritta indirizzata al Direttore generale da un'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale e comprendente detta dichiarazione.

b) La comunicazione contiene anche informazioni sull'istituzione di deposito, conformemente al Regolamento d'esecuzione, e può indicare la data alla quale dovrebbe avere effetto lo status di autorità internazionale di deposito.

2) a) Se il Direttore generale constata che la comunicazione comprende la dichiarazione richiesta e che tutte le informazioni richieste sono state ricevute, la comunicazione viene pubblicata a breve scadenza dall'Ufficio internazionale.

b) Lo status di autorità internazionale di deposito si acquista a decorrere dalla data della pubblicazione della comunicazione o, qualora sia stata indicata una data in virtù del paragrafo 1) b) e questa sia posteriore alla data della pubblicazione della comunicazione, a decorrere da tale data.

3) Il Regolamento d'esecuzione prevede i dettagli della procedura contemplata ai paragrafi 1) e 2).

## Articolo 8

### Cessazione e limitazione dello status di autorità internazionale di deposito

1) a) Ogni Stato contraente o ogni organizzazione intergovernativa di proprietà industriale può richiedere all'Assemblea di porre fine allo status di autorità internazionale di deposito di un'autorità o di limitarla, a taluni tipi di microrganismi, in virtù del fatto che le condizioni elencate nell'articolo 6 non sono state soddisfatte o non lo sono più. Tuttavia, una tale richiesta non può essere presentata da uno Stato contraente o da un'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale riguardo ad un'autorità internazionale di deposito per la quale questo Stato o questa organizzazione ha fatto la dichiarazione di cui all'articolo 7.1)a).

b) Prima di presentare la richiesta in virtù del comma a), lo Stato contraente o l'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale notifica, tramite il Direttore generale, allo Stato contraente o all'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale che ha fatto la comunicazione di cui all'articolo 7.1)i motivi della richiesta prevista, in modo che tale Stato o tale organizzazione possa prendere, entro un termine di sei mesi a decorrere dalla data di tale notificazione, i provvedimenti appropriati affinché la presentazione della richiesta non sia più necessaria.

c) Qualora constati la fondatezza della richiesta, l'Assemblea decide di porre fine allo status di autorità internazionale di deposito dell'autorità di cui al comma a) o di limitarlo a taluni tipi di microrganismi. La decisione dell'Assemblea esige che una maggioranza dei due terzi dei voti espressi sia in favore della richiesta.

2) a) Lo Stato contraente o l'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale che ha fatto la dichiarazione di cui all'articolo 7.1) a) può, mediante una comunicazione indirizzata al Direttore generale, ritirare questa dichiarazione interamente o soltanto per quanto riguarda taluni tipi di microrganismi e deve farlo in ogni caso quando e nella misura in cui le sue assicurazioni non sono più applicabili.

b) A decorrere dalla data prevista nel Regolamento d'esecuzione, una tale comunicazione provoca, se essa si riferisce all'intera dichiarazione, la cessazione dello status di autorità internazionale di deposito o, se essa si riferisce soltanto a taluni tipi di microrganismi, una limitazione corrispondente di questo status.

3) Il Regolamento d'esecuzione prevede i dettagli della procedura contemplata ai paragrafi 1) e 2).

## Articolo 9

### Organizzazioni intergovernative di proprietà industriale

1) a) Ogni organizzazione intergovernativa alla quale più Stati hanno affidato il compito di rilasciare brevetti di carattere regionale e della quale tutti gli Stati membri sono membri dell'Unione internazionale per la protezione della proprietà industriale (Unione di Parigi), può presentare al Direttore generale una dichiarazione ai termini della quale essa accetta l'obbligo di riconoscimento previsto all'articolo 3.1) a), l'obbligo concernente le esigenze di cui all'articolo 3.2) e tutti gli effetti delle disposizioni del presente Trattato e del Regolamento d'esecuzione che sono applicabili alle organizzazioni intergovernative di proprietà industriale. Se è presentata prima dell'entrata in vigore del presente Trattato conformemente all'articolo 16.1), la dichiarazione di cui alla frase precedente ha effetto alla data di detta entrata in vigore. Se essa è presentata dopo detta entrata in vigore, tale dichiarazione ha effetto tre mesi dopo la sua presentazione, a meno che una data ulteriore sia indicata nella dichiarazione. In quest'ultimo caso, la dichiarazione ha effetto alla data in tal modo indicata.

b) Tale organizzazione ha il diritto previsto all'articolo 3.1) b).

2) In caso di revisione o di modifica di qualsiasi disposizione del

presente Trattato o del Regolamento d'esecuzione che tocca le organizzazioni intergovernative di proprietà industriale, ogni organizzazione intergovernativa di proprietà industriale può ritirare la sua dichiarazione di cui al paragrafo 1) mediante notificazione al Direttore generale. Il ritiro ha effetto:

i) alla data dell'entrata in vigore della revisione o della modifica-zione, se la notificazione è stata ricevuta prima di tale data;

ii) alla data indicata nella notificazione o, in mancanza di tale indica-zione, tre mesi dopo la data in cui è stata ricevuta la notificazione; se questa è stata ricevuta dopo la data contemplata al punto i).

3) Oltre al caso contemplato al paragrafo 2), ogni organizzazione di proprietà industriale può ritirare la sua dichiarazione di cui al paragrafo 1) a) mediante notificazione al Direttore generale. Il ritiro ha effetto due anni dopo la data in cui il Direttore generale ha ricevuto la notificazio-ne. Nessuna notificazione di ritiro secondo il presente paragrafo è ricevi-bile durante un periodo di cinque anni a decorrere dalla data in cui la dichiarazione ha avuto effetto.

4) Il ritiro, di cui al paragrafo 2) o 3), da parte di un'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale, la cui comunicazione secondo l'articolo 7.1) ha condotto all'acquisizione dello status di autorità internazionale di deposito da parte di un'istituzione di deposito, comporta la cessazione di tale status un anno dopo la data in cui il Direttore generale ha ricevuto la notificazione di ritiro.

5) La dichiarazione di cui al paragrafo 1) a), la notificazione di ritiro di cui al paragrafo 2) o 3), le assicurazioni fornite in virtù dell'articolo 6.1), seconda frase, e comprese in una dichiarazione fatta conformemen-te all'articolo 7.1) a), la richiesta presentata in virtù dell'articolo 8.1) e la comunicazione di ritiro di cui all'articolo 8.2) richiedono la previa ap-provazione esplicita dell'organo sovrano dell'organizzazione intergover-na-tiva di proprietà industriale, i cui membri sono tutti gli Stati mem-bri di detta organizzazione ed in cui le decisioni sono prese dai rappresen-tanti ufficiali dei governi di questi Stati.

## CAPITOLO II

### DISPOSIZIONI AMMINISTRATIVE

#### Articolo 10

##### Assemblea

- 1) a) L'Assemblea è composta degli Stati contraenti.
  - b) Ciascuno Stato contraente è rappresentato da un delegato, che può essere assistito da supplenti, da consiglieri e da esperti.
  - c) Ciascuna organizzazione intergovernativa di proprietà industriale è rappresentata da osservatori speciali alle riunioni dell'Assemblea e di qualsiasi comitato o gruppo di lavoro istituito dall'Assemblea.
  - d) Ogni Stato non membro dell'Unione ma membro dell'Organizzazione o dell'Unione internazionale per la protezione della proprietà industriale (Unione di Parigi) e ogni organizzazione intergovernativa specializzata nel campo dei brevetti che non è un'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale ai sensi dell'articolo 2. v), possono farsi rappresentare da osservatori alle riunioni dell'Assemblea e, se l'Assemblea decide in tal senso, alle riunioni di qualsiasi comitato o gruppo di lavoro istituito dall'Assemblea.
- 2) a) L'Assemblea:
    - i) tratta tutte le questioni concernenti il mantenimento e lo sviluppo dell'Unione e l'applicazione del presente Trattato;
    - ii) esercita i diritti che le sono particolarmente conferiti e svolge i compiti che le sono particolarmente attribuiti dal presente Trattato;
    - iii) impedisce al Direttore generale le direttive concernenti la preparazione delle conferenze di revisione;
    - iv) esamina e approva i rapporti e le attività del Direttore generale relativi all'Unione e gli impedisce le necessarie direttive sulle questioni di competenza dell'Unione;
    - v) istituisce i comitati e i gruppi di lavoro che ritiene utili per facilitare le attività dell'Unione;
    - vi) decide, fatto salvo il paragrafo 1)d), quali Stati che non sono

Stati contraenti, quali organizzazioni intergovernative che non sono organizzazioni intergovernative di proprietà industriale ai sensi dell'articolo 2, v) e quali organizzazioni internazionali non governative sono ammessi come osservatori alle sue riunioni, e in che misura le autorità internazionali di deposito sono ammesse come osservatori alle sue riunioni;

vii) intraprende qualsiasi altra azione appropriata intesa al conseguimento degli scopi dell'Unione;

viii) svolge qualsiasi altro compito utile nel quadro del presente Trattato.

b) Sulle questioni che interessano anche altre unioni amministrate dall'Organizzazione, l'Assemblea delibera dopo aver sentito il parere del Comitato di coordinamento dell'Organizzazione.

3) Un delegato può rappresentare un solo Stato e votare soltanto a nome di esso.

4) Ciascuno Stato contraente dispone di un voto.

5) a) La metà degli Stati contraenti costituisce il quorum.

b) Se il quorum non è raggiunto, l'Assemblea può deliberare: tuttavia, le deliberazioni, eccettuate quelle concernenti la procedura, divennero esecutive solo se il quorum e la maggioranza richiesti sono ottenuti mediante il voto per corrispondenza previsto dal Regolamento d'esecuzione.

6) a) Fatti salvi gli articoli 8.1)c), 12.4) e 14.2)b), l'Assemblea decide con la maggioranza dei voti espressi.

b) L'astensione non è considerata voto.

7) a) L'Assemblea si riunisce una volta ogni due anni in sessione ordinaria, su convocazione del Direttore generale, preferibilmente durante il medesimo periodo e nel medesimo luogo in cui si svolge l'Assemblea generale dell'Organizzazione.

b) L'Assemblea si riunisce in sessione straordinaria su convocazione fatta dal Direttore generale, sia di sua iniziativa, sia a domanda di un quarto degli Stati contraenti.

8) L'Assemblea adotta il suo regolamento interno.

## Articolo 11

### Ufficio internazionale

1) L'Ufficio internazionale:

i) svolge i compiti amministrativi spettanti all'Unione, in particolare

quelli che gli sono specificamente attribuiti dal presente Trattato e dal Regolamento d'esecuzione o dall'Assemblea;

ii) funge da segreteria delle conferenze di revisione, dell'Assemblea, dei comitati e gruppi di lavoro istituiti dall'Assemblea e di qualsiasi altra riunione convocata dal Direttore generale e trattante questioni concernenti l'Unione.

2) Il Direttore generale è il più alto funzionario dell'Unione e la rappresenta.

3) Il Direttore generale convoca tutte le riunioni che trattano questioni concernenti l'Unione.

4) a) Il Direttore generale e i membri del personale da lui designati partecipano, senza diritto di voto, a tutte le riunioni dell'Assemblea, dei comitati e gruppi di lavoro istituiti dall'Assemblea e a qualsiasi altra riunione convocata dal Direttore generale e trattante questioni concernenti l'Unione.

b) Il Direttore generale o un membro del personale da lui designato è, d'ufficio, segretario dell'Assemblea e dei comitati, gruppi di lavoro e altre riunioni citate nel comma a).

5) a) Il Direttore generale prepara le conferenze di revisione in base alle direttive dell'Assemblea.

b) Il Direttore generale può consultare organizzazioni intergovernative e organizzazioni internazionali non governative in merito alla preparazione delle conferenze di revisione.

c) Il Direttore generale e le persone da lui designate partecipano, senza diritto di voto, alle deliberazioni delle conferenze di revisione.

d) Il Direttore generale o qualsiasi membro del personale da lui designato è, d'ufficio, segretario di qualsiasi conferenza di revisione.

## Articolo 12

### Regolamento d'esecuzione

I) Il Regolamento d'esecuzione contiene regole concernenti:

i) le questioni in merito alle quali il presente Trattato rinvia esplicitamente al Regolamento d'esecuzione o prevede esplicitamente che esse formano o formeranno oggetto di prescrizioni;

ii) tutte le condizioni, questioni o procedure di carattere amministrativo;

iii) tutti i dettagli utili per l'attuazione delle disposizioni del presente Trattato.

2) Il Regolamento d'esecuzione è adottato contemporaneamente al presente Trattato e vi è annesso.

3) L'Assemblea può modificare il Regolamento d'esecuzione.

4) a) Fatto salvo il comma b), l'adozione di qualsiasi modifica del Regolamento d'esecuzione esige i due terzi dei voti espressi.

b) L'adozione di qualsiasi modifica concernente la consegna, da parte delle autorità internazionali di deposito, di campioni dei microrganismi depositati esige che nessuno Stato contraente voti contro la modifica proposta.

5) In caso di divergenza tra il testo del presente Trattato e quello del Regolamento d'esecuzione, fa fede il testo del Trattato.

### CAPITOLO III

#### REVISIONE E MODIFICAZIONE

##### Articolo 13

###### Revisione del Trattato

1) Il presente Trattato può essere riveduto periodicamente mediante conferenze degli Stati contraenti.

2) La convocazione delle conferenze di revisione è decisa dall'Assemblea.

3) Gli articoli 10 e 11 possono essere modificati sia da una conferenza di revisione sia conformemente all'articolo 14.

##### Articolo 14

###### Modificazione di talune disposizioni del Trattato

1) a) Proposte di modifica degli articoli 10 e 11, fatte in virtù del presente articolo, possono essere presentate da ogni Stato contraente o dal Direttore generale.

*b) Il Direttore generale comunica queste proposte agli Stati contraenti almeno sei mesi prima che vengano sottoposte all'esame dell'Assemblea.*

*2) a) Qualsiasi modifica degli articoli elencati nel paragrafo 1) è adottata dall'Assemblea.*

*b) L'adozione di qualsiasi modifica dell'articolo 10 esige i quattro quinti dei voti espressi; l'adozione di qualsiasi modifica dell'articolo 11 richiede i tre quarti dei voti espressi.*

*3) a) Qualsiasi modifica degli articoli elencati nel paragrafo 1) entra in vigore un mese dopo che il Direttore generale ha ricevuto, per iscritto, le notificazioni di accettazione, effettuate conformemente alle loro rispettive regole costituzionali, da parte di tre quarti degli Stati contraenti che erano membri dell'Assemblea nel momento in cui quest'ultima ha adottato la modifica.*

*b) Qualsiasi modifica di detti articoli accettata in tal modo vincola tutti gli Stati contraenti che erano Stati contraenti nel momento in cui l'Assemblea ha adottato la modifica, restando inteso che qualsiasi modifica che crei obblighi finanziari per detti Stati contraenti o che accresca questi obblighi vincola soltanto quelli che hanno notificato di accettarla.*

*c) Qualsiasi modifica accettata ed entrata in vigore conformemente al comma a) vincola tutti gli Stati che divengono Stati contraenti dopo la data in cui la modifica è stata adottata dall'Assemblea.*

## CAPITOLO IV

### CLAUSOLE FINALI

#### **Articolo 15**

##### **Modalità per divenire parte al Trattato**

- 1) Ogni Stato membro dell'Unione internazionale per la protezione della proprietà industriale (Unione di Parigi) può divenire parte al presente Trattato:
  - i) con la sua firma, seguita dal deposito di uno strumento di ratifica, oppure
  - ii) con il deposito di uno strumento di adesione.
- 2) Gli strumenti di ratifica o di adesione vengono depositati presso il Direttore generale.

#### **Articolo 16**

##### **Entrata in vigore del Trattato**

- 1) Il presente Trattato entra in vigore, nei confronti dei primi cinque Stati che hanno depositato i loro strumenti di ratifica o di adesione, tre mesi dopo la data in cui è stato depositato il quinto strumento di ratifica o di adesione.
- 2) Il presente Trattato entra in vigore nei confronti di ogni altro Stato tre mesi dopo la data in cui tale Stato ha depositato il suo strumento di ratifica o di adesione, a meno che una data posteriore sia indicata nello strumento di ratifica o di adesione. In quest'ultimo caso, il presente Trattato entra in vigore per tale Stato alla data in tal modo indicata.

#### **Articolo 17**

##### **Denuncia del Trattato**

- 1) Ogni Stato contraente può denunciare il presente Trattato mediante notificazione al Direttore generale.

2) La denuncia ha effetto due anni dopo il giorno in cui il Direttore generale ha ricevuto la notificazione.

3) Uno Stato contraente non può far uso della facoltà di denuncia prevista al paragrafo 1) prima della scadenza di un termine di cinque anni a decorrere dalla data in cui egli è divenuto parte al presente Trattato.

4) La denuncia del presente Trattato da parte di uno Stato contraente che ha fatto una dichiarazione di cui all'articolo 7.1) a) riguardo ad una istituzione di deposito che ha in tal modo acquisito lo status di autorità internazionale di deposito, comporta la cessazione di tale status un anno dopo il giorno in cui il Direttore generale ha ricevuto la notificazione di cui al paragrafo 1).

## **Articolo 18**

### **Firma e lingue del Trattato**

1) a) Il presente Trattato è firmato in un solo originale nelle lingue francese e inglese, i due testi facendo ugualmente fede.

b) Il Direttore generale cura la preparazione di testi ufficiali del presente Trattato, previa consultazione dei governi interessati ed entro i due mesi che seguono la firma del presente Trattato, nelle altre lingue nelle quali è stata firmata la Convenzione istituente l'Organizzazione mondiale della proprietà intellettuale.

c) Il Direttore generale cura la preparazione di testi ufficiali del presente Trattato, previa consultazione dei governi interessati, nelle lingue araba, giapponese, italiana, portoghese e tedesca, e nelle altre lingue che l'Assemblea potrà indicare.

2) Il presente Trattato rimane aperto alla firma, a Budapest, fino al 31 dicembre 1977.

## **Articolo 19**

### **Deposito del Trattato; trasmissione di copie; registrazione del Trattato**

1) L'originale del presente Trattato, quando non è più aperto alla firma, è depositato presso il Direttore generale.

2) Il Direttore generale certifica e trasmette due copie del presente Trattato e del Regolamento d'esecuzione ai governi di tutti gli Stati di

cui all'articolo 15.1) e alle organizzazioni intergovernative che possono presentare una dichiarazione in virtù dell'articolo 9.1) a), nonché al governo di qualsiasi altro Stato che ne faccia domanda.

3) Il Direttore generale fa registrare il presente Trattato presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

4) Il Direttore generale certifica e trasmette due copie di qualsiasi modifica del presente Trattato e del Regolamento d'esecuzione a tutti gli Stati contraenti e a tutte le organizzazioni intergovernative di proprietà industriale, nonché, su richiesta, al governo di ogni altro Stato e ad ogni altra organizzazione intergovernativa che può presentare una dichiarazione in virtù dell'articolo 9.1) a).

## Articolo 20

### Notificazioni

Il Direttore generale notifica agli Stati contraenti, alle organizzazioni intergovernative di proprietà industriale e agli Stati non membri dell'Unione ma membri dell'Unione internazionale per la protezione della proprietà industriale (Unione di Parigi):

- i) le firme apposte secondo l'articolo 18;
- ii) il deposito di strumenti di ratifica o di adesione secondo l'articolo 15.2);
- iii) le dichiarazioni presentate secondo l'articolo 9.1) a) e le notificazioni di ritiro secondo l'articolo 9.2) o 3);
- iv) la data d'entrata in vigore del presente Trattato secondo l'articolo 16.1);
- v) le comunicazioni secondo gli articoli 7 e 8 e le decisioni secondo l'articolo 8;
- vi) le accettazioni di modificazioni del presente Trattato secondo l'articolo 14.3);
- vii) le modificazioni del Regolamento d'esecuzione;
- viii) le date d'entrata in vigore delle modificazioni del Trattato o del Regolamento d'esecuzione;
- ix) qualsiasi denuncia notificata secondo l'articolo 17.

**Regolamento d'esecuzione \***  
**del Trattato di Budapest sul riconoscimento**  
**internazionale del deposito dei microrganismi**  
**ai fini della procedura in materia di brevetti**

**SOMMARIO \*\***

- Regola 1:* *Espressioni abbreviate ed interpretazione della parola «firma»*
- 1.1 «Trattato»
  - 1.2 «Articolo»
  - 1.3 «Firma»
- Regola 2:* *Autorità internazionali di deposito*
- 2.1 Status giuridico
  - 2.2 Personale ed attrezzature
  - 2.3 Consegna di campioni
- Regola 3:* *Acquisizione dello status di autorità internazionale di deposito*
- 3.1 Comunicazione
  - 3.2 Trattamento della comunicazione
  - 3.3 Estensione dell'elenco dei tipi di microrganismi accettati
- Regola 4:* *Cessazione o limitazione dello status di autorità internazionale di deposito*
- 4.1 Richiesta; trattamento della richiesta
  - 4.2 Comunicazione; data effettiva; trattamento della comunicazione
  - 4.3 Conseguenze per i depositi
- Regola 5:* *Carenza dell'autorità internazionale di deposito*
- 5.1 Interruzione dell'esercizio delle funzioni per quanto riguarda microrganismi depositati
  - 5.2 Rifiuto di accettare taluni tipi di microrganismi
- Regola 6:* *Modalità del deposito iniziale o del nuovo deposito*
- 6.1 Deposito iniziale
  - 6.2 Nuovo deposito
  - 6.3 Esigenze dell'autorità internazionale di deposito
  - 6.4 Procedura d'accettazione

---

\* Adottato il 28 aprile 1977 (testo comprensivo delle modifiche del 20 gennaio 1981).

\*\* Questo sommario è stato aggiunto al fine di facilitare la consultazione del testo. L'originale non comprende alcun sommario.

---

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

---

**Regola 7:** *Ricevuta*

- 7.1 Rilascio della ricevuta
- 7.2 Forma; lingue; firma
- 7.3 Contenuto in caso di deposito iniziale
- 7.4 Contenuto in caso di nuovo deposito
- 7.5 Ricevuta in caso di trasferimento
- 7.6 Comunicazione della descrizione scientifica e/o della designazione tassonomica proposta

**Regola 8:** *Indicazione successiva o modificazioni della descrizione scientifica e/o della designazione tassonomica proposta*

- 8.1 Comunicazione
- 8.2 Attestazione

**Regola 9:** *Conservazione dei microrganismi*

- 9.1 Durata della conservazione
- 9.2 Segreto

**Regola 10:** *Controllo della vitalità e dichiarazione sulla vitalità*

- 10.1 Obbligo del controllo
- 10.2 Dichiarazione sulla vitalità

**Regola 11:** *Consegna di campioni*

- 11.1 Consegna di campioni agli uffici di proprietà industriale interessati
- 11.2 Consegna di campioni al depositante o con la sua autorizzazione
- 11.3 Consegna di campioni alle parti che vi hanno diritto
- 11.4 Regole comuni
- 11.5 Modificazione delle regole 11.1 e 11.3 quando si applicano a domande internazionali

**Regola 12:** *Tasse*

- 12.1 Generi e importi
- 12.2 Modificazione degli importi

**Regola 12bis:** *Computo dei termini*

- 12.bis1 Termini espressi in anni
- 12.bis2 Termini espressi in mesi
- 12.bis3 Termini espressi in giorni

**Regola 13:** *Pubblicazione da parte dell'Ufficio internazionale*

- 13.1 Forma della pubblicazione
- 13.2 Contenuto

**Regola 14:** *Spese delle delegazioni*

- 14.1 Copertura delle spese

**Regola 15:** *Quorum non raggiunto in seno all'Assemblea*

- 15.1 Voto per corrispondenza

**Regola 1****Espressioni abbreviate  
ed interpretazione della parola «firma»****1.1 «Trattato»**

Ai sensi del presente Regolamento d'esecuzione, si deve intendere per «Trattato» il Trattato di Budapest sul riconoscimento internazionale del deposito dei microrganismi ai fini della procedura in materia di brevetti.

**1.2 «Articolo»**

Ai sensi del presente Regolamento d'esecuzione, si deve intendere per «articolo» l'articolo indicato del Trattato.

**1.3 «Firma»**

Ai sensi del presente Regolamento d'esecuzione, quando il diritto dello Stato sul territorio del quale è situata un'autorità internazionale di deposito esige l'utilizzazione di un sigillo in luogo e vece della firma, resta inteso che ai fini di questa autorità il termine «firma» significa «sigillo».

**Regola 2****Autorità internazionali di deposito****2.1 Status giuridico**

L'autorità internazionale di deposito può essere un organismo pubblico, ivi compresa qualsiasi istituzione pubblica dipendente da un'amministrazione pubblica diversa dal governo centrale, oppure un istituto privato.

**2.2 Personale ed attrezzature**

Le condizioni contemplate all'articolo 6.2)ii) sono segnatamente le seguenti:

i) il personale e le attrezzature dell'autorità internazionale di deposito devono permetterle di conservare i microrganismi depositati in modo da garantirne la vitalità e l'assenza di contaminazione;

ii) l'autorità internazionale di deposito deve prevedere, per la conservazione dei microrganismi, misure di sicurezza sufficienti per ridurre al minimo il rischio di perdita dei microrganismi depositati presso di essa.

**2.3 Consegna di campioni**

Le condizioni contemplate all'articolo 6.2)viii) comprendono segnatamente la condizione secondo la quale l'autorità internazionale di deposito deve consegnare rapidamente e in modo adeguato campioni dei microrganismi depositati.

### Regola 3

#### Acquisizione dello status di autorità internazionale di deposito

##### 3.1 Comunicazione

- a) La comunicazione di cui all'articolo 7.1) è indirizzata al Direttore generale per via diplomatica nel caso di uno Stato contraente, o dal suo più alto funzionario nel caso di un'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale.
- b) La comunicazione:
  - i) indica il nome e l'indirizzo dell'istituzione di deposito alla quale si riferisce la comunicazione;
  - ii) contiene informazioni dettagliate sulla capacità di detta istituzione di soddisfare le condizioni elencate nell'articolo 6.2), ivi comprese informazioni concernenti il suo status giuridico, il suo livello scientifico, il suo personale e le sue attrezzature;
  - iii) quando tale istituzione ha l'intenzione di accettare in deposito soltanto taluni tipi di microrganismi, precisa questi tipi;
  - iv) indica l'importo delle tasse che verranno riscosse da detta istituzione, quando essa acquisirà lo status di autorità internazionale di deposito, per la conservazione, le dichiarazioni sulla vitalità e la consegna di campioni di microrganismi;
  - v) indica la lingua ufficiale o le lingue ufficiali di detta istituzione;
  - vi) ove occorra, indica la data di cui all'articolo 7.1) b).

##### 3.2 Trattamento della comunicazione

Se la comunicazione è conforme all'articolo 7.1) e alla regola 3.1, il Direttore generale la notifica a breve scadenza a tutti gli Stati contraenti e a tutte le organizzazioni intergovernative di proprietà industriale ed essa è pubblicata a breve scadenza dall'Ufficio internazionale.

##### 3.3 Estensione dell'elenco dei tipi di microrganismi accettati

Lo Stato contraente o l'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale che ha fatto la comunicazione di cui all'articolo 7.1) può notificare successivamente, in qualsiasi momento, al Direttore generale che le sue assicurazioni si estendono a dei tipi specificati di microrganismi ai quali, fino allora, le assicurazioni non si estendevano. In tal caso, e per quanto concerne i tipi ulteriori di microrganismi, l'articolo 7 e le regole 3.1 e 3.2 si applicano per analogia.

**Regola 4****Cessazione o limitazione  
dello status di autorità internazionale di deposito****4.1 Richiesta; trattamento della richiesta.**

a) La richiesta di cui all'articolo 8.1)a) è indirizzata al Direttore generale conformemente alle disposizioni della regola 3.1 a).

b) La richiesta:

i) indica il nome e l'indirizzo dell'autorità internazionale di deposito che essa concerne;

ii) quando essa si riferisce soltanto a taluni tipi di microrganismi, precisa questi tipi;

iii) indica in dettaglio i fatti sui quali essa si basa.

c) Se la richiesta è conforme ai paragrafi a) e b), il Direttore generale la notifica a breve scadenza a tutti gli Stati contraenti e a tutte le organizzazioni intergovernative di proprietà industriale.

d) Fatto salvo il paragrafo e), l'Assemblea esamina la richiesta al più presto sei mesi e al più tardi otto mesi dopo la sua notificazione.

e) Quando, secondo l'opinione del Direttore generale, il rispetto del termine previsto al paragrafo d) potrebbe mettere in pericolo gli interessi dei depositanti effettivi o eventuali, il Direttore generale può convocare l'Assemblea per una data anteriore alla data della scadenza del termine di sei mesi previsto al paragrafo d).

f) Se l'Assemblea decide di porre fine allo status di autorità internazionale di deposito o di limitarlo a taluni tipi di microrganismi, la decisione ha effetto tre mesi dopo la data in cui è stata presa.

**4.2 Comunicazione; data effettiva; trattamento della comunicazione**

a) La comunicazione di cui all'articolo 8.2)a) è indirizzata al Direttore generale conformemente alle disposizioni della regola 3.1 a).

b) La comunicazione:

i) indica il nome e l'indirizzo dell'autorità internazionale di deposito che essa concerne;

ii) quando essa si riferisce soltanto a taluni tipi di microrganismi, precisa questi tipi;

iii) quando lo Stato contraente o l'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale che fa la comunicazione desidera che gli effetti previsti all'articolo 8.2)b) si producano ad una data posteriore alla scaden-

za di un termine di tre mesi a decorrere dalla data della comunicazione, indica tale data posteriore.

c) Qualora venisse applicato il paragrafo b) iii), gli effetti previsti all'articolo 8.2) b) si producono alla data indicata nella comunicazione in virtù di tale paragrafo; in caso contrario, essi si producono allo scadere di un termine di tre mesi a decorrere dalla data della comunicazione.

d) Il Direttore generale notifica a breve scadenza a tutti gli Stati contraenti e a tutte le organizzazioni intergovernative di proprietà industriale qualsiasi comunicazione ricevuta in virtù dell'articolo 8.2), nonché la sua data effettiva in virtù del paragrafo c). Un corrispondente avviso è pubblicato a breve scadenza dall'Ufficio internazionale.

#### 4.3 Conseguenze per i depositi

In caso di cessazione o di limitazione dello status di autorità internazionale di deposito in virtù degli articoli 8.1), 8.2), 9.4) o 17.4), la regola 5.1 è applicabile per analogia.

### Regola 5

#### Carenza dell'autorità internazionale di deposito

##### 5.1 Interruzione dell'esercizio delle funzioni per quanto riguarda microrganismi depositati

a) Se un'autorità internazionale di deposito cessa temporaneamente o definitivamente di svolgere i compiti che gli incombono in virtù del Trattato e del presente Regolamento d'esecuzione per quanto riguarda microrganismi depositati presso di essa, lo Stato contraente o l'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale che, riguardo a questa autorità, ha fornito le assicurazioni in virtù dell'articolo 6.1):

i) assicura, per quanto possibile, il trasferimento a breve scadenza e senza deterioramento né contaminazione di campioni di tutti questi microrganismi da detta autorità («l'autorità carente») ad un'altra autorità internazionale di deposito («l'autorità di sostituzione»);

ii) assicura, per quanto possibile, la trasmissione all'autorità di sostituzione, a breve scadenza, di tutta la corrispondenza o di qualsiasi altra comunicazione indirizzata all'autorità carente, nonché di tutti i fascicoli e di tutte le altre informazioni pertinenti che possiede questa autorità, riguardo ai detti microrganismi;

iii) assicura, per quanto possibile, la notificazione a breve scadenza, da parte dell'autorità carente, dell'interruzione dell'esercizio delle funzioni e dei trasferimenti effettuati a tutti i depositanti interessati;

iv) notifica a breve scadenza al Direttore generale l'interruzione dell'esercizio delle funzioni e la sua estensione nonché i provvedimenti presi da detto Stato contraente o da detta organizzazione intergovernativa di proprietà industriale in virtù dei punti i) a iii).

b) Il Direttore generale notifica a breve scadenza agli Stati contraenti e alle organizzazioni intergovernative di proprietà industriale, nonché agli uffici di proprietà industriale, la notificazione ricevuta in virtù del paragrafo a) iv); la notificazione fatta dal Direttore generale e la notificazione che egli ha ricevuto sono pubblicate a breve scadenza dall'Ufficio internazionale.

c) In virtù della procedura in materia di brevetti applicabile, può essergli che il depositante, quando riceve la ricevuta di cui alla regola 7.5, notifichi a breve scadenza ad ogni ufficio di proprietà industriale, presso il quale è stata presentata una domanda di brevetto con riferimento al deposito iniziale, il nuovo numero d'ordine attribuito al deposito dall'autorità di sostituzione.

d) L'autorità di sostituzione conserva in forma adeguata, oltre al nuovo numero d'ordine, il numero d'ordine attribuito dall'autorità carente.

e) Oltre a qualsiasi trasferimento effettuato in virtù del paragrafo a) i), l'autorità carente trasferisce, per quanto possibile, a richiesta del depositante, un campione di qualsiasi microrganismo depositato presso di essa nonché copie di tutta la corrispondenza o di qualsiasi altra comunicazione e di tutti i fascicoli e di tutte le altre informazioni pertinenti di cui al paragrafo a) ii) a qualsiasi autorità internazionale di deposito indicata dal depositante, diversa dall'autorità di sostituzione, a condizione che il depositante paghi all'autorità carente ogni spesa risultante da tale trasferimento. Il depositante paga la tassa per la conservazione di tale campione all'autorità internazionale di deposito che ha indicato.

f) A richiesta di qualsiasi depositante interessato, l'autorità carente conserva, per quanto possibile, dei campioni dei microrganismi depositati presso di essa.

### 5.2 Rifiuto di accettare taluni tipi di microrganismi

a) Se un'autorità internazionale di deposito rifiuta di accettare in deposito uno qualsiasi dei tipi di microrganismi che essa dovrebbe accettare in virtù delle assicurazioni fornite, lo Stato contraente o l'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale che ha fatto la dichiarazione di cui all'articolo 7.1)a) riguardo a questa autorità, notifica a breve scadenza al Direttore generale i fatti in questione e i provvedimenti che sono stati presi.

b) Il Direttore generale notifica a breve scadenza agli altri Stati contraenti e alle altre organizzazioni intergovernative di proprietà industriale la notificazione ricevuta in virtù del paragrafo a); la notificazione fatta dal Direttore generale e la notificazione che egli ha ricevuto sono pubblicate a breve scadenza dall'Ufficio internazionale.

### Regola 6

#### Modalità del deposito iniziale o del nuovo deposito

##### 6.1 *Deposito iniziale*

a) Il microrganismo trasmesso dal depositante all'autorità internazionale di deposito è accompagnato, salvo il caso d'applicazione della regola 6.2, da una dichiarazione scritta munita della firma del depositante e contenente:

- i) l'indicazione che il deposito è effettuato in virtù del Trattato e l'impegno a non ritirarlo durante il periodo precisato alla regola 9.1;
- ii) il nome e l'indirizzo del depositante;
- iii) la descrizione dettagliata delle condizioni che devono essere riunite per coltivare il microrganismo, per conservarlo e per controllarne la vitalità, nonché, quando il deposito ha per oggetto una mistura di microrganismi, la descrizione dei componenti della mistura e di almeno uno dei metodi che permettono di verificare la loro presenza;
- iv) il segno d'identificazione (numero, simbolo, ecc.) dato dal depositante al microrganismo;
- v) l'indicazione delle proprietà del microrganismo che presentano o possono presentare dei pericoli per la salute o l'ambiente o l'indicazione che il depositante non è a conoscenza di tali proprietà.

b) Si raccomanda vivamente di indicare nella dichiarazione scritta di cui al paragrafo a) la descrizione scientifica e/o la designazione tassonomica proposta del microrganismo depositato.

##### 6.2 *Nuovo deposito*

a) Fatto salvo il paragrafo b), in caso di nuovo deposito effettuato in virtù dell'articolo 4, il microrganismo trasmesso dal depositante all'autorità internazionale di deposito è accompagnato da una copia della ricevuta relativa al deposito anteriore, da una copia della più recente dichiarazione concernente la vitalità del microrganismo oggetto del deposito anteriore e indicante che il microrganismo è vitale, e da una dichiarazione scritta munita della firma del depositante e contenente:

- i) le indicazioni contemplate alla regola 6.1 a) i) a v);

ii) una dichiarazione indicante la ragione determinante in virtù dell'articolo 4.1a) per effettuare il nuovo deposito, una dichiarazione che affermi che il microrganismo oggetto del nuovo deposito è lo stesso di quello oggetto del deposito anteriore e l'indicazione della data alla quale il depositante ha ricevuto la notificazione di cui all'articolo 4.1a) o, secondo il caso, della data della pubblicazione di cui all'articolo 4.1)e);

iii) qualora una descrizione scientifica e/o una designazione tassonomica proposta siano state indicate in relazione con il deposito anteriore, la più recente descrizione scientifica e/o designazione tassonomica proposta comunicate all'autorità internazionale di deposito presso la quale il deposito anteriore è stato effettuato.

b) Quando il nuovo deposito è effettuato presso l'autorità internazionale di deposito presso la quale è stato effettuato il deposito anteriore, il paragrafo a)i) non si applica.

c) Ai fini dei paragrafi a) e b) e della regola 7.4, si deve intendere per «deposito anteriore»:

- i) quando il nuovo deposito è stato preceduto da uno o da più altri nuovi depositi, il più recente di questi altri nuovi depositi;
- ii) quando il nuovo deposito non è stato preceduto da uno o da più altri nuovi depositi, il deposito iniziale.

### 6.3 *Esigenze dell'autorità internazionale di deposito*

a) Ogni autorità internazionale di deposito può esigere:

i) che il microrganismo sia depositato nella forma e nella quantità che sono necessarie ai fini del Trattato e del presente Regolamento di esecuzione;

ii) che sia presentato un formulario preparato da questa autorità, e debitamente riempito dal depositante, ai fini delle procedure amministrative di tale autorità;

iii) che la dichiarazione scritta di cui alla regola 6.1a) o 6.2a) sia redatta nella lingua o in una delle lingue designate da tale autorità, restando inteso che questa designazione deve includere in ogni caso la lingua ufficiale o le lingue ufficiali indicate in virtù della regola 3.1b)v);

iv) che sia pagata la tassa di conservazione di cui alla regola 12.1a)i);  
e

v) che, nella misura in cui il diritto applicabile lo permette, il depositante concluda con tale autorità un contratto che definisca le responsabilità del depositante e di detta autorità.

b) Ogni autorità internazionale di deposito comunica, ove occorra, tali esigenze e qualsiasi modifica di esse all'Ufficio internazionale.

#### 6.4 Procedura d'accettazione

*a)* L'autorità internazionale di deposito rifiuta di accettare il microrganismo e notifica immediatamente per iscritto il rifiuto al depositante, indicando i motivi del rifiuto:

- i)* se il microrganismo non appartiene a un tipo di microrganismo al quale si estendono le assicurazioni fornite in virtù della regola 3.1*b*)*iii*) o 3.3;
- ii)* se il microrganismo ha delle proprietà talmente eccezionali che l'autorità internazionale di deposito non è in grado tecnicamente di svolgere nei suoi confronti i compiti che le incombono in virtù del Trattato e del presente Regolamento d'esecuzione; o
- iii)* se il deposito è ricevuto in uno stato che indica chiaramente l'assenza del microrganismo o che esclude per ragioni scientifiche che il microrganismo sia accettato.

*b)* Fatto salvo il paragrafo *a*), l'autorità internazionale di deposito accetta il microrganismo quando sono soddisfatte tutte le esigenze della regola 6.1*a*) o 6.2*a*) e della regola 6.3*a*). Se queste esigenze non sono soddisfatte, l'autorità internazionale di deposito notifica immediatamente per iscritto questo fatto al depositante invitandolo a soddisfare queste esigenze.

*c)* Quando il microrganismo è accettato come deposito iniziale o come nuovo deposito, la data del deposito iniziale o del nuovo deposito, secondo il caso, è la data alla quale il microrganismo è stato ricevuto dall'autorità internazionale di deposito.

*d)* L'autorità internazionale di deposito, su richiesta del depositante e a condizione che siano soddisfatte tutte le esigenze di cui al paragrafo *b*), considera un microrganismo, depositato prima dell'acquisizione da parte di tale autorità dello status di autorità internazionale di deposito, come se fosse stato ricevuto, ai fini del Trattato, alla data alla quale tale status è stato acquisito.

### Regola 7

#### Ricevuta

##### 7.1 Rilascio della ricevuta

Per ogni deposito di microrganismo che è effettuato presso di essa o che le è trasferito, l'autorità internazionale di deposito rilascia al depositante una ricevuta attestante il ricevimento e l'accettazione del microrganismo.

### 7.2 *Forma; lingue; firma*

- a) La ricevuta di cui alla regola 7.1 è stesa su un formulario chiamato «formulario internazionale», il cui modello è stabilito dal Direttore generale nelle lingue indicate dall'Assemblea.
- b) Qualsiasi parola o qualsiasi lettera iscritta nella ricevuta in caratteri diversi dai caratteri latini deve anche figurarvi, mediante translitterazione, in caratteri latini.
- c) La ricevuta porta la firma della persona competente o delle persone competenti per rappresentare l'autorità internazionale di deposito o di qualsiasi altro impiegato di tale autorità debitamente autorizzato da detta persona o dette persone.

### 7.3 *Contenuto in caso di deposito iniziale*

La ricevuta di cui alla regola 7.1, rilasciata in caso di deposito iniziale, indica che essa è rilasciata dall'istituzione di deposito nella sua qualità di autorità internazionale di deposito in virtù del Trattato e contiene almeno le indicazioni seguenti:

- i) il nome e l'indirizzo dell'autorità internazionale di deposito;
- ii) il nome e l'indirizzo del depositante;
- iii) la data del deposito iniziale qual è definita alla regola 6.4 c);
- iv) il segno d'identificazione (numero, simbolo, ecc.) dato dal depositante al microrganismo;
- v) il numero d'ordine attribuito al deposito dall'autorità internazionale di deposito;
- vi) quando la dichiarazione scritta di cui alla regola 6.1 a) comporta la descrizione scientifica e/o la designazione tassonomica proposta del microrganismo, una menzione di questo fatto.

### 7.4 *Contenuto in caso di nuovo deposito*

La ricevuta di cui alla regola 7.1, rilasciata in caso di nuovo deposito effettuato in virtù dell'articolo 4, è accompagnata da una copia della ricevuta relativa al deposito anteriore (ai sensi della regola 6.2 c)) e da una copia della più recente dichiarazione concernente la vitalità del microrganismo oggetto del deposito anteriore (ai sensi della regola 6.2 c)) e indicante che il microrganismo è vitale, e contiene almeno:

- i) il nome e l'indirizzo dell'autorità internazionale di deposito;
- ii) il nome e l'indirizzo del depositante;
- iii) la data del nuovo deposito qual è definita alla regola 6.4 c);
- iv) il segno d'identificazione (numero, simbolo, ecc.) dato dal depositante al microrganismo;

- v) il numero d'ordine attribuito al nuovo deposito dall'autorità internazionale di deposito;
- vi) l'indicazione della ragione determinante e della data determinante, menzionate dal depositante in virtù della regola 6.2a)ii);
- vii) qualora venisse applicata la regola 6.2a)iii), una menzione del fatto che il depositante ha indicato una descrizione scientifica e/o una designazione tassonomica proposta;
- viii) il numero d'ordine attribuito al deposito anteriore (ai sensi della regola 6.2c)).

#### *7.5 Ricevuta in caso di trasferimento*

L'autorità internazionale di deposito alla quale, in virtù della regola 5.1 a) i), vengono trasferiti campioni di microrganismi rilascia al depositante, per ogni deposito in relazione con il quale un campione viene trasferito, una ricevuta indicante che essa è rilasciata dall'istituzione di deposito nella sua qualità di autorità internazionale di deposito in virtù del Trattato e contenente almeno:

- i) il nome e l'indirizzo dell'autorità internazionale di deposito;
- ii) il nome e l'indirizzo del depositante;
- iii) la data alla quale il campione trasferito è stato ricevuto dall'autorità internazionale di deposito (data del trasferimento);
- iv) il segno d'identificazione (numero, simbolo, ecc.) dato dal depositante al microrganismo;
- v) il numero d'ordine attribuito dall'autorità internazionale di deposito;
- vi) il nome e l'indirizzo dell'autorità internazionale di deposito dalla quale è stato effettuato il trasferimento;
- vii) il numero d'ordine attribuito dall'autorità internazionale di deposito dalla quale è stato effettuato il trasferimento;
- viii) quando la dichiarazione scritta di cui alla regola 6.1a) o 6.2a) comportava la descrizione scientifica e/o la designazione tassonomica proposta del microrganismo, o quando tale descrizione scientifica e/o tale designazione tassonomica proposta sono state indicate o modificate successivamente in virtù della regola 8.1, una menzione di questo fatto.

#### *7.6 Comunicazione della descrizione scientifica e/o della designazione tassonomica proposta*

A richiesta di qualsiasi parte avente diritto alla consegna di un campione del microrganismo in virtù delle regole 11.1, 11.2 o 11.3, l'autorità internazionale di deposito comunica a tale parte la più recente descri-

zione scientifica e/o la più recente designazione tassonomica proposta, di cui alle regole 6.1 b), 6.2 a) iii) o 8.1 b) iii).

### Regola 8

#### Indicazione successiva o modificazioni della descrizione scientifica e/o della designazione tassonomica proposta

##### 8.1 Comunicazione

a) Quando, in relazione con il deposito di un microrganismo, la descrizione scientifica e/o la designazione tassonomica del microrganismo non sono state indicate, il depositante può indicarle successivamente o, se esse sono state indicate, modificarle.

b) Una tale indicazione successiva o una tale modifica è fatta mediante una comunicazione scritta, munita della firma del depositante, indirizzata all'autorità internazionale di deposito e contenente:

- i) il nome e l'indirizzo del depositante;
- ii) il numero d'ordine attribuito da detta autorità;
- iii) la descrizione scientifica e/o la designazione tassonomica proposta del microrganismo;
- iv) in caso di modifica, la precedente descrizione scientifica e/o la precedente designazione tassonomica proposta.

##### 8.2 Attestazione

A richiesta del depositante che ha fatto la comunicazione di cui alla regola 8.1, l'autorità internazionale di deposito gli rilascia un'attestazione indicante i dati contemplati alla regola 8.1 b) i) a iv) e la data del ricevimento di questa comunicazione.

### Regola 9

#### Conservazione dei microrganismi

##### 9.1 Durata della conservazione

Qualsiasi microrganismo depositato presso un'autorità internazionale di deposito è conservato da quest'ultima, con tutte le cure necessarie alla sua vitalità e all'assenza di contaminazione, per un periodo di almeno cinque anni dopo il ricevimento, da parte di detta autorità, della più recente richiesta di consegna di un campione del microrganismo depositato e, in ogni caso, per un periodo di almeno 30 anni dopo la data del deposito.

##### 9.2 Segreto

L'autorità internazionale di deposito non dà a nessuno informazioni sul fatto di sapere se un microrganismo è stato depositato presso di essa

in virtù del Trattato. Inoltre, essa non dà a nessuno informazioni concernenti un qualsiasi microrganismo depositato presso di essa in virtù del Trattato salvo ad un'autorità o ad una persona fisica o giuridica che ha il diritto di ottenere un campione di tale microrganismo in virtù della regola 11 e fatte salve le stesse condizioni di quelle previste in tale regola.

### Regola 10

#### Controllo della vitalità e dichiarazione sulla vitalità

##### 10.1 *Obbligo del controllo*

L'autorità internazionale di deposito controlla la vitalità di ciascun microrganismo depositato presso di essa:

- i) a breve scadenza dopo qualsiasi deposito di cui alla regola 6 o qualsiasi trasferimento di cui alla regola 5.1;
- ii) a intervalli ragionevoli, secondo il tipo di microrganismo e le condizioni di conservazione applicabili, oppure in qualsiasi momento se ciò fosse necessario per ragioni tecniche;
- iii) in qualsiasi momento, a richiesta del depositante.

##### 10.2 *Dichiarazione sulla vitalità*

a) L'autorità internazionale di deposito rilascia una dichiarazione sulla vitalità del microrganismo depositato:

- i) al depositante, a breve scadenza dopo qualsiasi deposito di cui alla regola 6 o qualsiasi trasferimento di cui alla regola 5.1;
- ii) al depositante, a sua richiesta, in qualsiasi momento dopo il deposito o il trasferimento;
- iii) a qualsiasi ufficio di proprietà industriale, a qualsiasi altra autorità, o a qualsiasi persona fisica o giuridica diversa dal depositante, a cui sono stati consegnati, conformemente alla regola 11, campioni del microrganismo depositato, a sua richiesta, contemporaneamente a tale consegna o in qualsiasi momento dopo di essa.

b) La dichiarazione sulla vitalità indica se il microrganismo è o non è più vitale e contiene:

- i) il nome e l'indirizzo dell'autorità internazionale di deposito che la rilascia;
- ii) il nome e l'indirizzo del depositante;
- iii) la data di cui alla regola 7.3 iii) o, se un nuovo deposito o un trasferimento sono stati effettuati, la più recente delle date di cui alle regole 7.4 iii) e 7.5 iii);

- iv) il numero d'ordine attribuito da detta autorità internazionale di deposito;
  - v) la data del controllo al quale essa si riferisce;
  - vi) informazioni sulle condizioni nelle quali è stato effettuato il controllo di vitalità, sempre che queste informazioni siano state domandate dal destinatario della dichiarazione sulla vitalità e che i risultati del controllo siano stati negativi.
- c) Qualora venisse applicato il paragrafo a) ii) o iii), la dichiarazione sulla vitalità si riferisce al più recente controllo di vitalità.
- d) Per quanto concerne la forma, le lingue e la firma, la regola 7.2 si applica per analogia alla dichiarazione sulla vitalità.
- e) La dichiarazione sulla vitalità è rilasciata gratuitamente nel caso contemplato al paragrafo a) i) o se è richiesta da un ufficio di proprietà industriale. Per qualsiasi altra dichiarazione sulla vitalità la tassa dovuta in virtù della regola 12.1 a) iii) è a carico della parte che richiede la dichiarazione e deve essere pagata prima della presentazione della richiesta o al momento di tale presentazione.

## Regola 11

### Consegna di campioni

#### 11.1 *Consegna di campioni agli uffici di proprietà industriale interessati*

L'autorità internazionale di deposito consegna un campione di qualsiasi microrganismo depositato all'ufficio della proprietà industriale di ogni Stato contraente o di ogni organizzazione intergovernativa di proprietà industriale, a richiesta di questo ufficio, sempre che la richiesta sia accompagnata da una dichiarazione ai termini della quale:

- i) una domanda con riferimento al deposito del microrganismo è stata presentata presso questo ufficio in vista del rilascio di un brevetto e il suo oggetto si riferisce al microrganismo o alla sua utilizzazione;
- ii) tale domanda è pendente dinanzi a questo ufficio o ha dato luogo al rilascio di un brevetto;
- iii) il campione è necessario ai fini di una procedura in materia di brevetti avente effetto in questo Stato contraente o in questa organizzazione o nei suoi Stati membri;
- iv) il campione e qualsiasi informazione che lo accompagna o che ne risulta saranno utilizzati soltanto ai fini di detta procedura in materia di brevetti.

**11.2 Consegnare i campioni al depositante o con la sua autorizzazione**

L'autorità internazionale di deposito consegna un campione di qualsiasi microrganismo depositato:

- i) al depositante, a sua richiesta;
- ii) a qualsiasi autorità o a qualsiasi persona fisica o giuridica (qui appresso denominata «la parte autorizzata»), a richiesta di tale parte, sempre che la richiesta sia accompagnata da una dichiarazione del depositante che autorizza tale consegna di campioni.

**11.3 Consegnare i campioni alle parti che vi hanno diritto**

a) L'autorità internazionale di deposito consegna un campione di qualsiasi microrganismo depositato a qualsiasi autorità o a qualsiasi persona fisica o giuridica (qui appresso denominata «la parte certificata»), a richiesta di tale parte, sempre che la richiesta sia fatta su un formulario il cui contenuto è fissato dall'Assemblea e che un ufficio di proprietà industriale certifichi in questo formulario:

- i) che una domanda con riferimento al deposito del microrganismo è stata presentata presso questo ufficio in vista del rilascio di un brevetto e che il suo oggetto si riferisce al microrganismo o alla sua utilizzazione;
- ii) che, salvo in caso d'applicazione della seconda frase del punto iii), una pubblicazione ai fini della procedura in materia di brevetti è stata fatta da parte di questo ufficio;
- iii) sia che la parte certificata ha diritto ad un campione del microrganismo in virtù della normativa disciplinante la procedura in materia di brevetti dinanzi a questo ufficio e che, se tale normativa fa dipendere il diritto al campione da certe condizioni, questo ufficio si è assicurato che tali condizioni sono state effettivamente soddisfatte, sia che la parte certificata ha apposto la sua firma su un formulario dinanzi a questo ufficio e che, in seguito alla firma di tale formulario, le condizioni per la consegna di un campione alla parte certificata sono considerate soddisfatte conformemente alla normativa disciplinante la procedura in materia di brevetti dinanzi a questo ufficio; se la parte certificata ha diritto al campione in virtù di tale normativa prima di una pubblicazione ai fini della procedura in materia di brevetti da parte di detto ufficio e se una tale pubblicazione non è ancora stata effettuata, la certificazione lo indica esplicitamente e menziona, citandola nel modo usuale, la disposizione applicabile di tale normativa, ivi compresa qualsiasi decisione giudiziaria.

b) Per quanto concerne i brevetti rilasciati e pubblicati da qualsiasi ufficio di proprietà industriale, tale ufficio può comunicare periodicamente ad ogni autorità internazionale di deposito elencni dei numeri

d'ordine attribuiti da questa autorità ai depositi di microrganismi ai quali è fatto riferimento in tali brevetti. A richiesta di qualsiasi autorità o di qualsiasi persona fisica o giuridica (qui appresso denominata «la parte richiedente»), l'autorità internazionale di deposito consegna ad essa un campione di qualsiasi microrganismo il cui numero d'ordine è stato in tal modo comunicato. Riguardo ai microrganismi depositati i cui numeri d'ordine sono stati in tal modo comunicati, questo ufficio non è tenuto a fornire la certificazione di cui alla regola 11.3 a).

#### 11.4 *Regole comuni*

a) Qualsiasi richiesta, dichiarazione, certificazione o comunicazione di cui alle regole 11.1, 11.2 e 11.3:

i) è redatta in francese, in inglese, in russo o in spagnolo se è indirizzata ad un'autorità internazionale di deposito la cui lingua ufficiale è o le cui lingue ufficiali comprendono rispettivamente il francese, l'inglese, il russo o lo spagnolo; tuttavia, quando essa deve essere redatta in russo o in spagnolo, essa può essere presentata in francese o in inglese invece di esserlo in russo o in spagnolo e, se essa è presentata in tal modo, l'Ufficio internazionale prepara a breve scadenza e gratuitamente, a domanda della parte interessata di cui alle regole anzidette o dell'autorità internazionale di deposito, una traduzione certificata conforme in russo o in spagnolo;

ii) è redatta, in tutti gli altri casi, in francese o in inglese; tuttavia, essa può essere redatta nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali dell'autorità internazionale di deposito invece di esserlo in francese o in inglese.

b) Nonostante il paragrafo a), qualora la richiesta di cui alla regola 11.1 sia fatta da un ufficio di proprietà industriale la cui lingua ufficiale è il russo o lo spagnolo, tale richiesta può essere redatta rispettivamente in russo o in spagnolo, e l'Ufficio internazionale prepara a breve scadenza e gratuitamente, a domanda di questo ufficio o dell'autorità internazionale di deposito che ha ricevuto detta richiesta, una traduzione certificata conforme in francese o in inglese.

c) Qualsiasi richiesta, dichiarazione, certificazione o comunicazione di cui alle regole 11.1, 11.2 e 11.3 è per iscritto, firmata e datata.

d) Qualsiasi richiesta, dichiarazione o certificazione di cui alle regole 11.1, 11.2 e 11.3 a) contiene le seguenti indicazioni:

i) il nome e l'indirizzo dell'ufficio della proprietà industriale che presenta la richiesta, della parte autorizzata o della parte certificata rispettivamente;

ii) il numero d'ordine attribuito al deposito;

iii) nel caso della regola 11.1, la data e il numero della domanda o del brevetto che fa riferimento al deposito;

iv) nel caso della regola 11.3 a), le indicazioni di cui al punto iii) nonché il nome e l'indirizzo dell'ufficio della proprietà industriale che ha fatto la certificazione di cui a detta regola.

e) Qualsiasi richiesta di cui alla regola 11.3 b) contiene le seguenti indicazioni:

- i) il nome e l'indirizzo della parte richiedente;
- ii) il numero d'ordine attribuito al deposito.

f) L'autorità internazionale di deposito contrassegna con il numero d'ordine attribuito al deposito il recipiente contenente il campione consegnato e acclude al recipiente una copia della ricevuta di cui alla regola 7, l'indicazione delle eventuali proprietà del microrganismo che presentano o possono presentare dei pericoli per la salute o l'ambiente e, a richiesta, l'indicazione delle condizioni utilizzate dall'autorità internazionale di deposito per coltivare e conservare il microrganismo.

g) L'autorità internazionale di deposito che ha consegnato un campione ad una parte interessata diversa dal depositante notifica al depositante, per iscritto e a breve scadenza, questo fatto, la data alla quale il campione è stato consegnato nonché il nome e l'indirizzo dell'ufficio della proprietà industriale, della parte autorizzata, della parte certificata o della parte richiedente a cui è stato consegnato il campione. Questa notificazione è accompagnata da una copia della corrispondente richiesta, di qualsiasi dichiarazione presentata in virtù della regola 11.1 o 11.2 ii) in relazione con tale richiesta e di qualsiasi formulario o richiesta munito della firma della parte richiedente conformemente alla regola 11.3.

h) La consegna di campioni contemplata alla regola 11.1 è gratuita. In caso di consegna di campioni in virtù della regola 11.2 o 11.3, la tassa dovuta in virtù della regola 12.1 a) iv) è, secondo il caso, a carico del depositante, della parte autorizzata, della parte certificata o della parte richiedente, e deve essere pagata prima della presentazione della richiesta o al momento di tale presentazione.

#### *11.5 Modificazione delle regole 11.1 e 11.3 quando si applicano a domande internazionali*

Quando una domanda è stata depositata in quanto domanda internazionale secondo il Trattato di cooperazione in materia di brevetti, il riferimento, contenuto nelle regole 11.1 i) e 11.3 a) i), alla presentazione della domanda presso l'ufficio della proprietà industriale è considerato come un riferimento alla designazione nella domanda interna-

zionale dello Stato contraente per il quale l'ufficio della proprietà industriale è l'«ufficio designato» ai sensi di detto Trattato, e la certificazione di una pubblicazione richiesta dalla regola 11.3a)ii) è, a scelta dell'ufficio della proprietà industriale, sia una certificazione della pubblicazione internazionale effettuata in virtù di detto Trattato sia la certificazione di una pubblicazione effettuata dall'ufficio della proprietà industriale.

## Regola 12

### Tasse

#### 12.1 *Generi e importi*

a) L'autorità internazionale di deposito può, per quanto concerne la procedura prevista dal Trattato e dal presente Regolamento d'esecuzione, riscuotere una tassa:

- i) per la conservazione;
- ii) per il rilascio dell'attestazione di cui alla regola 8.2;
- iii) fatta salva la regola 10.2 e), prima frase, per il rilascio di dichiarazioni sulla vitalità;
- iv) fatta salva la regola 11.4h), prima frase, per la consegna di campioni;
- v) per la comunicazione d'informazioni in virtù della regola 7.6.

b) La tassa di conservazione vale per l'intero periodo durante il quale, conformemente alla regola 9.1, il microrganismo è conservato.

c) L'importo di qualsiasi tassa non deve dipendere dalla nazionalità o dal domicilio del depositante, né dalla nazionalità o dal domicilio dell'autorità o della persona fisica o giuridica che richiede il rilascio di una dichiarazione sulla vitalità e la consegna di campioni.

#### 12.2 *Modificazione degli importi*

a) Qualsiasi modifica dell'importo delle tasse riscosse dall'autorità internazionale di deposito è notificata al Direttore generale dallo Stato contraente o dall'organizzazione intergovernativa di proprietà industriale che ha fatto la dichiarazione di cui all'articolo 7.1) riguardo a tale autorità. Fatto salvo il paragrafo c), la notificazione può contenere l'indicazione della data a decorrere dalla quale le nuove tasse sono applicabili.

b) Il Direttore generale notifica a breve scadenza a tutti gli Stati contraenti e a tutte le organizzazioni intergovernative di proprietà industriale qualsiasi notificazione ricevuta in virtù del paragrafo a) nonché la sua data effettiva in virtù del paragrafo c); la notificazione fatta dal Di-

rettore generale e la notificazione che egli ha ricevuto sono pubblicate a breve scadenza dall'Ufficio internazionale.

c) Le nuove tasse sono applicabili a decorrere dalla data indicata in virtù del paragrafo a); tuttavia, quando la modifica consiste in un aumento degli importi delle tasse o quando non è stata indicata nessuna data, le nuove tasse sono applicabili dal trentesimo giorno a decorrere dalla pubblicazione della modifica da parte dell'Ufficio internazionale.

### **Regola 12bis**

#### **Computo dei termini**

##### **12bis.1 Termini espressi in anni**

Se un termine è di uno o più anni, esso decorre dal giorno che segue quello in cui l'evento considerato è avvenuto e scade, nell'anno successivo da considerare e nel mese omonimo di quello dell'evento, il giorno con il medesimo numero di quello dell'evento; tuttavia, se il mese da considerare non presenta il giorno con il medesimo numero, il termine scade l'ultimo giorno di questo mese.

##### **12bis.2 Termini espressi in mesi**

Se un termine è di uno o più mesi, esso decorre dal giorno che segue quello in cui l'evento considerato è avvenuto e scade, nel mese successivo da considerare, il giorno con il medesimo numero del giorno dell'evento; tuttavia, se il mese da considerare non presenta il giorno con il medesimo numero, il termine scade l'ultimo giorno di questo mese.

##### **12bis.3 Termini espressi in giorni**

Se un termine consta in un certo numero di giorni, esso decorre dal giorno che segue quello in cui l'evento considerato è avvenuto e scade il giorno corrispondente all'ultimo giorno da computare.

### **Regola 13**

#### **Pubblicazione da parte dell'Ufficio internazionale**

##### **13.1 Forma della pubblicazione**

Qualsiasi pubblicazione da parte dell'Ufficio internazionale prevista nel Trattato o nel presente Regolamento d'esecuzione è fatta nella rivista mensile dell'Ufficio internazionale prevista nella Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale.

**13.2 Contenuto**

- a) Almeno nel primo numero di ogni annata di tale rivista è pubblicato un elenco aggiornato delle autorità internazionali di deposito, indicante per ognuna di esse i tipi di microrganismi che possono esservi depositati e l'importo delle tasse che essa riscuote.
- b) Informazioni complete su ognuno dei seguenti fatti sono pubblicate una sola volta, nel primo numero di tale rivista che esce dopo il verificarsi del fatto:
  - i) ogni acquisizione, cessazione o limitazione dello status di autorità internazionale di deposito e i provvedimenti presi in relazione con tale cessazione o tale limitazione;
  - ii) ogni estensione di cui alla regola 3.3;
  - iii) ogni interruzione delle funzioni di un'autorità internazionale di deposito, ogni rifiuto di accettare taluni tipi di microrganismi e i provvedimenti presi in relazione con tale interruzione o tale rifiuto;
  - iv) ogni modifica delle tasse riscosse da un'autorità internazionale di deposito;
  - v) ogni esigenza comunicata conformemente alla regola 6.3 b) ed ogni modifica della stessa.

**Regola 14****Spese delle delegazioni****14.1 Copertura delle spese**

Le spese di ciascuna delegazione partecipante ad una riunione dell'Assemblea o ad un comitato, un gruppo di lavoro o ad un'altra riunione trattante questioni di competenza dell'Unione sono a carico dello Stato o dell'organizzazione che l'ha designata.

**Regola 15****Quorum non raggiunto in seno all'Assemblea****15.1 Voto per corrispondenza**

- a) Nel caso previsto all'articolo 10.5) b), il Direttore generale comunica le decisioni dell'Assemblea, escluse quelle che concernono la procedura dell'Assemblea, agli Stati contraenti che non erano rappresentati al momento dell'adozione della decisione, invitandoli ad esprimere per iscritto, entro tre mesi dalla data di detta comunicazione, il loro voto o la loro astensione.

*b) Se, alla scadenza di questo termine, il numero degli Stati contraenti che hanno espresso in tal modo il loro voto o la loro astensione risulta uguale al numero degli Stati contraenti che mancavano per il conseguimento del quorum al momento dell'adozione della decisione, quest'ultima diventa esecutiva, purché nel contempo sia stata raggiunta la maggioranza necessaria.*

---